

BULLETIN  
du  
Mouvement Démocratique des Etudiants  
Lausanne

10

Rédacteur responsable : Lova Golovtchiner  
Case Ville 1507



## S O M M A I R E

	Page
EDITORIAL	1
M.D.E. Genève	3
UN RESTAURANT UNIVERSITAIRE A L'EPUL	6
Francis Thévoz	
LE DROIT D'INITIATIVE : UN MYTHE ET UNE MYSTIFICATION	8
Gérard Delaloye	
BILAN D'UNE CAMPAGNE	12
Olivier Pavillon	12
FLASHES	16
HELSINKI 1962	18
Heinz Gassmann	
PORTUGAL: LA REVOLUTION EST POUR DEMAIN	21
Olivier Pavillon	
L'AN II DE LA REVOLUTION ANGOLAISE	29
Sylvain Goujon	
LA RENCONTRE DE ROME POUR LA LIBERTE DU PEUPLE ESPAGNOL	36
R. Schnorf	
UN MALENTENDU	39
Maurice Ehinger	
"LA PROIE DES FLAMMES" de William Styron	41
Maurice Ehinger	
BIBLIOGRAPHIE	

## E D I T O R I A L

L'Université s'est donc entr'ouverte à un débat "politique" - quoique sa portée dépassa de loin toute politique -. On a pu "entendre discuter" du problème de l'armement atomique de la Suisse. Et cela, non pas gratuitement, comme le voudraient certains, pour le plaisir..., mais avec gravité et passion, parce qu'en face de la mort thermo-nucléaire aucune gratuité ne se justifie plus, n'existe même plus. Il faut féliciter l'AGECITE et l'assemblée des délégués qui ont endossé le poids de cette responsabilité.

Cette A.G. et le débat qui la précéda furent à l'image du scrutin et de la campagne :

On peut y relever de la part des adversaires de l'initiative la même duplicité, la même mauvaise foi. Car, comment qualifier autrement la série de contre-vérités et l'ironie méprisante dont joua en particulier le professeur Rivier.

Comment oser affirmer l'existence d'engins nucléaires de petit calibre sans retombées radioactives, alors qu'aucune preuve ne permet d'avancer une telle affirmation ?

Comment oser prétendre que la distinction entre armes tactiques et stratégiques est nette alors que, précisément, il n'y a pas de frontière et qu'une bombe envoyée sur un objectif militaire anéantirait toute vie sur les kilomètres à la ronde ?

Comment oser faire de l'ironie sur les 800 physiciens nucléaires de 20 nations, en répondant qu'en définitive ils ne constituent qu'une infime partie de tous les savants du monde ?

Comment oser brouiller les cartes au point d'affirmer que de deux possibilités (éclatement à ras terre et à haute altitude) l'adversaire choisira toujours celle qui causera le moins de dévastation ?

Et pourtant, tout cela, Monsieur Rivier l'a dit, de toute son autorité de professeur de physique. Nous ne savions pas que cette qualité autorisait à tant de mauvaise foi et quant à nous, nous avons fort regretté que la discussion n'ait pas été ouverte par la suite : nous aurions pu alors répondre et dénoncer ces affirmations mensongères.

Nous devons dire également que la position ou plutôt l'absence de position du Recteur nous a particulièrement déçus- Il est, à notre avis, des situations où il faut savoir jeter tout son poids d'individu, de citoyen et d'homme public dans la balance. C'est parfois une question de vie ou de mort. Or, quelle commune mesure, quel rapport peut-on établir entre le souci de la neutralité rectorale et la menace d'une guerre thermo-nucléaire. L'un contrebalance-t-il l'autre ? C'est un peu adopter l'attitude de ces allemands qui, mettant au passif d'Hitler les 6 millions de morts juifs, prétendent mettre en balance le bilan positif d'un réseau d'autostrades construit sous le nazisme !

Dans ce sens, nous ne pouvons qu'approuver l'attitude de Messieurs Rivier et Zwahlen qui ne se sont pas demandés s'ils engageaient l'un la Faculté des Sciences, l'autre celle de Droit. Ils ont compris que leurs



étudiants attendaient d'eux un exemple; ils ont pris position. En cela ils ont eu raison. Ce qu'on peut leur reprocher, par contre, c'est le peu d'honnêteté intellectuelle dont ils ont fait preuve dans leur argumentation.

Car l'Université n'est pas un refuge ou une retraite, elle doit préparer des hommes, non des spécialistes manchots. Si donc elle refuse de prendre position sur une question aussi primordiale que celle de l'arme atomique - qui est le problème majeur de notre époque et conditionne tout notre avenir -, quel sera alors ses rapports avec la réalité ? Se détournant du problème central du moment, elle verra grandir le fossé entre elle et les masses populaires, entre la science qu'elle fait progresser et les techniques d'utilisation que produit notre société. En un mot, au lieu d'être le phare, le lieu de réconciliation de la science et de la technique, de la science et des applications de la science, elle restera une vaste machinerie figée, productrice d'inadaptés.

Nous les étudiants, nous avons besoin de guides, non seulement pour pénétrer une science abstraite, mais pour la vie, or l'Université ne nous offre comme guides que des savants amputés de leur qualité d'homme.

M.D.E.

G E N E V E

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'AGE DU 18 MAI 1962

"Assemblée houleuse de l'AGE", "Beaucoup de bruit à l'AGE", "Vif débat à l'Université de Genève sur le syndicalisme étudiant", "La majorité des étudiants réclame un meilleur enseignement universitaire"... voilà les titres des compte-rendus que publiait la presse le lendemain. Si les journaux ont signalé quelques faits importants de cette réunion, il faut se rendre à l'évidence que la plupart des articles étaient tendancieux et contenaient de nombreuses erreurs. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de rétablir les faits.

En effet, aucun journal ne signale le bas niveau des arguments que nous avançait nos adversaires. Tout d'abord, entraînée par une poignée de farouches irréductibles d'extrême droite, une partie de l'assemblée se manifesta par des hurlements lorsque les orateurs de la tendance syndicaliste voulurent prendre la parole, les empêchant d'exposer leurs motions. C'est là un moyen bien facile de s'opposer lorsque l'on a peur de dialoguer. Plus qu'une manifestation de force, c'est une manifestation de faiblesse, de peur. Nos adversaires sont plus à l'aise quant il s'agit d'envoyer des lettres anonymes, de faire courir de faux bruits et de discréditer notre mouvement par des calomnies. Force est de constater qu'en ce qui concerne nos problèmes ils n'ont pas grand chose à dire. Car nous ne pouvons pas qualifier d'argument digne d'un étudiant le : "Si vous n'êtes pas contents... allez ailleurs !", ni cette remarque faite par un membre du conseil à un orateur étranger : "il part tous les jours des trains". Quant aux "nègres sortis de leurs broussailles" je crois qu'ils ont prouvé à M. Haenni qu'ils ont beaucoup à lui apprendre, notamment la véritable signification du mot "civilisation". L'anticommunisme, cette "tarte à la crème" des temps modernes, a été le seul argument avancé par des gens qui prétendent refuser de prendre des positions politiques. Mais nous ne condamnons pas la majorité des étudiants qui, mal informée a cru devoir manifester contre un courant d'opinion qu'on leur présentait comme "inspiré de l'étranger" et je ne sais encore... Après réflexion, elle aura certainement rétabli la vérité.

En connaissance de cause, le vote sur la motion 9, qui proposait la révision du statut de neutralité politique de l'AGE, ne peut que nous étonner. Car cette proposition ne faisait que sanctionner un état de fait, et elle s'inspirait directement de la politique de l'UNES, définie dans son rapport moral du 30 novembre 1961. Elle stigmatise la soi-disante neutralité des AGE en ces termes : "Formellement ou plutôt hypocritement respectée, elle (la neutralité) conduit à des prises de position d'autant plus politiques qu'aucun frein, qu'aucun critère général d'action ne vient diriger ou limiter le sens et la portée de ces positions." Or n'est-ce pas une grave restriction des libertés démocratiques pronées par notre pays que d'imposer un "apolitisme" qui n'est qu'une forme de politique excluant une grande partie des étudiants ? En contradiction avec la logique des faits, en contradiction avec les délégués de l'AGE censés représenter tous les étudiants de l'Université de Genève, en contradiction avec leur attitude résolument politique au cours de toute l'assemblée, comment les adversaires de cette motion pensent-ils justifier leur vote ?

Le statut de "jeune travailleur intellectuel" est également rejeté alors qu'une résolution qui "réaffirme son attachement au principe d'une démocratisation beaucoup plus large de l'enseignement" est adoptée. Nous aimerions savoir sur quelle base les étudiants revendiquent une aide financière de l'Etat s'ils refusent de se considérer comme "travailleurs". Le projet d'attribution généralisée de bourses ou de prêts, bien que progressiste par rapport à la condition faite aux étudiants de beaucoup de nos cantons, n'est pas "la" démocratisation des études. La démocratisation des études implique la reconnaissance du droit au présalaire, la cogestion par les étudiants et les autorités de toutes les institutions universitaires et para-universitaires, et également le droit aux étudiants de défendre leurs intérêts en prenant position sur les problèmes de la Cité dont ils dépendent. L'étudiant farfêlé et chahuteur appartient au passé. Aujourd'hui la nation a besoin d'intellectuels engagés dans son effort de production.

Malgré quelques puériles interventions, la motion demandant une réadaptation de l'enseignement aux conditions actuelles et une étude du problème soulevé par une "commission composée de professeurs, d'étudiants, de représentants du Département de l'Instruction Publique et des spécialistes suisses ou étrangers" est adoptée à une très large majorité. Nous croyons qu'il est inutile d'insister sur l'importance de cette proposition du MDE; tous les étudiants en reconnaîtront la valeur, et aucun professeur digne de ce nom ne se sentira lésé... au contraire.

Quant à la résolution de Veyrassat qui appuie la politique de l'UNES concernant "les échanges avec les Unions Nationales des pays communistes", nous faisons quelques réserves tout en l'acceptant. L'UNES dans sa motion 2 du 42ème Congrès condamne les organes exécutifs de l'UIE parce qu'ils "représentent à ses yeux un instrument de la politique communiste internationale", ce qui revient à condamner l'UIE, qui groupe de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique, puisque l'exécutif est nommé démocratiquement par toutes ces Unions Nationales. Or si nous sommes pour une intensification des échanges avec l'Est, nous ne pouvons pas nous solidariser avec cette politique de l'UNES que nous réprouvons, et qui est inacceptable pour les étudiants du Tiers Monde.

Avant de tirer les conclusions de cette assemblée générale, nous aimerions revenir sur les commentaires de la presse. Si la "Suisse", qui nous est défavorable, veut être prise au sérieux, nous lui conseillons de ne pas faire une aussi grossière confusion en nous attribuant une motion, déposée par Wright et défendue par R. Buchser (avec casquette), qui fut le prétexte à une attaque contre le syndicalisme.

L'auteur de l'article paru dans la "Tribune de Genève" devrait éviter de parler d'une motion qui a été retirée (ce qu'il semble ignorer), et il aurait été nécessaire qu'il assistât à toute la séance.

Le "Courrier" prétend que "les deux tendances étaient tout aussi intolérantes l'une que l'autre". Ce qui est faux. Les étudiants syndicalistes ont laissé parler tous les orateurs, et ce ne sont pas eux qui ont refusé le dialogue. Quant à la conclusion de cet article, elle semble paradoxalement donner raison au "chef du MDE" (qui est président) qui "se consola en hurlant que l'histoire marchait dans le sens du syndi-

calisme étudiant"; puisque ce journal écrit: "Mais nous croyons aussi que cette attitude (conservative) risque d'être bientôt dépassée par les événements et qu'elle ne va pas dans le sens de l'évolution générale qui conduit vers une certaine "socialisation". (Courrier du 19.5)

Au passif de cette réunion, nous pouvons stigmatiser l'attitude de certains éléments résolus à ne pas nous laisser parler. Mais cette attitude négative peut également jouer en notre faveur, puisqu'elle a montré de façon évidente que ces personnes sont prêtes à utiliser des moyens antidémocratiques pour affirmer le néant de leurs opinions. (nous le savions déjà). Nous plaçons la lutte au niveau du dialogue. Et chaque fois que nous avons pu nous exprimer, nous avons obtenu une victoire. Il ne faut, cependant, pas se leurrer: les partisans de "l'Université à papa" sont encore nombreux et les plus intelligents d'entre eux (ceux qui sont à la base des manifestations sans avoir manifesté) ne sont pas prêts de désarmer. Nous saluons les interventions courageuses de nos camarades de l'ASU, et nous pensons que la grande leçon que nous avons tous tirée de ces événements, c'est que l'union de toutes les forces démocratiques en faveur du syndicalisme étudiant doit être réalisée. Le procédé qui consiste à nous taxer de communistes (ou d'extrémistes) n'est qu'un moyen de semer la division parmi nous. Nous ne tomberons pas dans le panneau. Si nous savons pratiquer une politique constructive et si nous présentons une force de cohésion, les tenants de ces procédés irrationnels ne tarderont pas à se discréditer aux yeux de tous, comme ils l'ont fait vendredi. La condamnation de Galilée n'a pas empêché la Terre de tourner autour du Soleil. Les calomnies dirigées contre le syndicalisme étudiant ne feront que retarder son avènement mais tôt ou tard il finira par s'imposer.

P.M.

Mouvement Démocratique  
des Etudiants

G e n è v e



Francis Thévoz

### UN RESTAURANT UNIVERSITAIRE A L'EPUL ?

Le comité de l'AGEPUL, reprenant une ancienne étude qui, si nos renseignements sont exacts, avait été abandonnée faute d'un soutien quelconque du Département de l'Instruction Publique, vient de relancer l'idée d'un restaurant universitaire dans le complexe de bâtiments de l'EPUL.

Il s'agit d'un projet très intéressant, dont la réalisation coûtera 1'650'000.- francs. Cette somme importante n'est pas exagérée, si l'on pense que l'agrandissement prévu du FRU, qui se monte à 800'000.- francs, ne procurera pas un nombre de places égal à la moitié de ce que le restaurant de l'EPUL propose.

Parlons un peu de ce projet :

Il s'agit d'un bâtiment de deux étages qui, si quelque spéculateur glouton ne s'en est pas emparé, trouvera place sur le terrain environnant l'EPUL. Le rez-de-chaussée est occupé par les cuisines, un grand hall, un bar à café, des salles de conférences, des bureaux pour l'AGEPUL, réfectoire pour le personnel, etc... L'étage est constitué par le restaurant uniquement; une salle permettant de recevoir en même temps 400 étudiants dans des conditions de confort et de place absolument parfaites. Une terrasse située au 1er étage achève de rendre ce projet particulièrement séduisant.

La solution du restaurant universitaire à l'EPUL est intéressante à plus d'un titre : elle permettrait de décentraliser encore les locaux universitaires, ce qui sera très apprécié de tout ceux qui, habitant le bas de la ville, doivent monter à la Cité, dépensant souvent plus de calories que la maigre saucisse d'ordonnance ne leur en rendra. Il est certain d'autre part, que les étudiants de l'AGECITE entreront de plein droit dans ce nouveau restaurant.

Le grand nombre de place ferait de cet établissement le plus important à Lausanne dans le genre (il n'y en aura que deux).

Le problème reste naturellement le financement de la construction de ce restaurant. Or, dans cette période où les pouvoirs publics sacrifient la majorité de leur budget aux dépenses pour l'Exposition Nationale, il est clair que les étudiants n'obtiendront rien s'ils ne se décident pas à agir tous ensemble, s'ils ne se décident pas à utiliser tous les moyens dont ils disposent pour informer l'opinion publique.

Pour faire accepter le financement de ce projet par la commune de Lausanne et l'Etat de Vaud, le comité de l'AGEPUL ne peut agir seul. Une expérience récente a appris aux étudiants que, dans leurs tractations avec les représentants de nos autorités, ils sont toujours en état d'infériorité si le soutien de toute la masse estudiantine ne leur est pas acquis.

Ce soutien peut se manifester de différentes manières :

pétitions au conseil communal et au Grand conseil, manifestations publiques d'information, forums radiophoniques (je signale aux dirigeants étudiants que le micro de Radio-Lausanne leur est en tous temps ouvert pour l'exposé de tels projets), et communiqués aux journaux.

Parallèlement les principaux responsables prendront contact avec tous les dirigeants des partis, exposeront leurs idées sur le sujet, bref, prendront les mesures pour qu'un exécutif trop porté à "noyer le poisson" se voie obligé d'accepter un débat sur le problème. Si le travail d'information a été bien fait auprès de chaque parti politique avant ce débat, si tous les moyens de pression ont été utilisés, il est absolument certain que ce projet devrait aboutir.

Voilà ce qui est, à notre avis, un exemple caractéristique d'un syndicalisme étudiant bien appliqué. Voilà ce que nous appelons un syndicalisme politique. Loin de s'inféoder à un parti, un tel syndicalisme utilise toutes les ressources de la démocratie parlementaire dans laquelle nous vivons pour faire respecter les désirs des étudiants et réaliser leurs projets.

Malheureusement, il y a encore trop d'inconscients à l'Université qui croient que les cailles leur tomberont toute rôties dans la bouche et qui, comme ce membre d'un bureau d'AGE récemment assis à la table d'honneur d'un forum de jeunesse à la salle des XXII-Cantons, affirmait en mâchouillant sa pipe que les étudiants jouent le soir au jass et aux échecs mais n'ont aucun autre problème de loisirs, sont hors de la réalité.

A titre d'exemple, la dernière assemblée des délégués à l'AGEPUL comptait en tout et pour tout trois pelés et un tondu, total quatre étudiants sur 32 membres pour discuter de ce projet de restaurant universitaire. Une telle inconscience venant de jeunes gens qui ne se font jamais faute de renseigner les sommeliers de bar à café sur leur état et qualité d'intellectuels est pour le moins pitoyable.

Que l'inconscience de ces godelureaux soit la conséquence de l'inaction de nombreux bureaux, c'est possible; mais qu'au moment où des dirigeants essaient de lancer une action importante et utile pour tous les étudiants, ils se heurtent à une telle indifférence, voilà qui est absolument inexcusable.

F.T.



Gérard Delaloye

LE DROIT D'INITIATIVE : UN MYTHE ET UNE MYSTIFICATION ?

Les récentes votations relatives à l'initiative déposée par le "Mouvement suisse contre l'armement atomique" ont remis en vedette un des aspects les plus enviés de notre démocratie : le droit d'initiative.

Vu la place qu'il occupe dans le contexte politique helvétique, il n'est pas inutile de faire actuellement, en 1962, quelques constatations sur ce droit qui est devenu avec les années un des meilleurs instruments du maintien au pouvoir de la bourgeoisie.

La question est épineuse. En effet, il est aussi faux de prétendre que le droit d'initiative est anti-démocratique, que de dire qu'il est démocratique. Il est les deux à la fois, l'une des tendances prévalant selon la nature du pouvoir qui a la haute main sur les affaires publiques. La bourgeoisie gouvernant depuis les débuts de la Confédération, la tendance réellement démocratique du droit d'initiative n'a guère eu l'occasion de se manifester. Je pense que la limite entre les deux tendances se confond simplement avec celle du théorique et du pratique.

La théorie

Elle est assez simple. Tous les citoyens suisses non déchus de leurs droits civiques possèdent le droit d'initiative. Dans le "Résumé d'instruction civique" en usage dans nos écoles, il est défini ainsi : "si 50'000 citoyens demandent la révision totale ou partielle de la Constitution, le projet doit être soumis au vote du peuple; il doit être approuvé par la majorité des citoyens et des cantons."

Tel est le droit qui permet aux bons citoyens d'accabler de sarcasmes leur compatriote qui ose formuler quelques doutes quant à l'existence d'une véritable démocratie suisse, tel est aussi ce droit fameux qui entraîne l'admiration de nombreux étrangers. A la suite des votations du 1er avril, la réaction du journal "Le Monde" fut à cet égard assez significative. N'écrivit-il pas en effet 2 jours après : "... quels que soient les sentiments qu'on puisse nourrir sur la réponse que réclame le dilemme, il faut rendre hommage aux Suisses : eux seuls ont clairement et publiquement posé devant les citoyens un débat qui engage les raisons de vivre de nos contemporains." s'il arrive à M. Chaudet de lire ce journal, et s'il a eu la chance de tomber sur ce numéro, il a certainement dû rougir de plaisir devant le compliment, et pourtant...

La pratique

Il n'est pas nécessaire d'être doué d'un sens politique très pénétrant pour sentir qu'il y a un décalage immense entre ce qui figure sur la Constitution et ce qui ressort de la pratique. Il suffit par ailleurs de jeter un regard sur les chiffres (1) pour voir que ce sentiment est fondé : sur le très grand nombre d'initiatives qui ont été déposées, seule une infime minorité a été acceptée. Il s'avère d'autre part que le Conseil Fédéral s'est aussi opposé dans l'immense majorité des cas à l'acceptation des initiatives par le peuple, évitant ainsi l'ingérence des citoyens dans la conduite des affaires publiques.

Des initiatives acceptées, il faut encore retrancher celles qui sont "escamotées" par le pouvoir, telle cette initiative de l'automne dernier qui interdisait une hausse de 7 centimes du litre d'essence; le Conseil Fédéral résolut le problème en ordonnant une hausse de 5 centimes.

Ainsi donc, l'expérience le prouve, le peuple suisse dispose d'un droit théoriquement démocratique, mais en fait anti-démocratique puisque pratiquement voué à l'échec. Et cela pour de multiples raisons. Nous en dégagerons deux qui nous paraissent être parmi les plus importantes :

- celle qui tient du mythe, dans la mesure où la confiance du citoyen est endormie par le sentiment de possession d'un droit qui n'est, en réalité, pas à sa portée.
- celle qui tient de la mystification, dans la mesure où la bourgeoisie qui tient le pouvoir dans le pays, transforme un droit démocratique, mais qu'elle sait être inefficace, en un instrument qui lui permet de maintenir ce pouvoir sous son emprise.

Le mythe

Vu le degré de développement actuel des moyens de propagande, le lancement d'une initiative populaire réclame un apport financier tel que seul un nombre très limité d'institutions peut en prendre la charge. Nous pouvons les classer en trois catégories :

- les partis politiques bourgeois, le parti socialiste suisse et les syndicats ouvriers et patronaux. Ils ont à leur disposition les capitaux et, surtout, une organisation parfaitement mise au point sur l'ensemble du territoire. L'expérience a prouvé que les différents comités ou mouvements politiques qui se sont formés en vue de lancer une initiative étaient embarrassés au départ déjà par le manque de capitaux ou d'organisation de base. (Ainsi, le Mouvement contre l'armement atomique n'a pas pu toucher la partie centrale de la Suisse). (2)

(1) Faute de place, nous publierons ces chiffres dans notre prochain bulletin.

(2) C'est volontairement que nous ne parlons pas du Parti suisse du Travail. L'anticommunisme qui sévit actuellement en Suisse restreint singulièrement, au départ déjà, les chances de succès des initiatives qu'il patronne.



- un certain nombre d'organisations apolitiques se trouvent dans une situation assez semblable à celles des partis au point de vue de l'organisation de base. Je pense par exemple au Touring Club suisse, à l'AVIVO, à la société suisse pour la protection de la nature, etc...
- le grand capital privé qui se cache suivant les besoins de la cause derrière des noms et des sigles aussi nombreux que divers. Nous pensons par exemple à cette initiative populaire lancée ces jours derniers par le "Beobachter" de Bâle. C'est un journal qui peut se permettre de faire distribuer à tous les ménages de Suisse une liste à remplir. Rappelons, pour donner une base de comparaison, qu'il faut estimer à environ 120'000.- francs le coût d'une distribution de simples tracts sur l'ensemble du territoire de la Confédération !

Il semble que le problème financier représente déjà une restriction importante de ce que le droit d'initiative contient de démocratique. Et il convient de ne pas oublier que les 120'000.- francs que nous avons mentionnés plus haut ne représentent, très approximativement, que le coût du lancement. Une fois le nombre de signatures réuni, il faut organiser la campagne : la propagande entre en jeu avec les communiqués dans les journaux, avec les tracts (environ 250.- francs les 10'000. Pour une ville comme Lausanne il en faut 40'000 et nous ne comptons pas le coût de la distribution), avec les affiches (un affichage moyen - sans compter les petits villages - revient pour le canton de Vaud à environ 3'000.- francs).

#### La mystification

Nous en arrivons maintenant au côté purement politique de la question. En effet, accorder le droit d'initiative au peuple, c'est supposer qu'il peut être à l'occasion mécontent de la ligne politique du gouvernement, et lui donner le moyen d'intervenir et de se manifester concrètement. C'est là que je prétends qu'il y a mystification. Il est facile à un gouvernement d'accorder une liberté lorsqu'il sait que la puissance de l'appareil de l'Etat, qu'il tient solidement en main, peut empêcher en n'importe quelle occasion la manifestation de cette liberté. Le constat de la puissance de l'administration suisse n'est plus à faire. Cette puissance étant en alliance continuelle avec les partis et la presse, il ne reste pas grand chose pour soutenir une opposition éventuelle.

Examinons par exemple ce qui s'est passé avec l'initiative contre l'armement atomique.

Cette initiative représente un cas très net de tentative d'ingérence d'une partie des citoyens dans la conduite politique du pays. Comme il s'agissait en l'occurrence d'un problème d'armement, elle se heurta tout d'abord au prodigieux appareil militaire, que l'on eut le temps de mettre au point pendant un siècle de paix. Combien de circulaires ont-elles été distribuées à cette occasion ? combien de discours prononcés par tout ce que le pays compte d'officiers et de sous-officiers ?

Le Conseil Fédéral se prononça lui avec une belle unanimité. Et que l'on ne vienne pas donner la mauvaise excuse d'une solidarité collégiale : nous avons déjà vu un conseiller fédéral démissionner pour marquer son désaccord.

L'Assemblée Fédérale, elle, ne fit pas l'unanimité. Il s'en fallut d'ailleurs de peu : sur 240 députés il ne s'en trouva que 12 pour approuver le texte de l'initiative.

Le parfait accord de nos autorités entraîna toute l'administration qui du haut au bas de l'échelle fera pression en faveur d'un rejet de l'initiative. (Nous signalons ailleurs dans ce bulletin le cas des pasteurs qui reçurent à ce propos une circulaire du Département des Cultes) Il faudrait encore parler de ces débats à une voix qui eurent lieu à la radio, du comportement de la grande presse...

Le communiqué publié le dimanche 20 mai par le "Mouvement contre l'armement atomique" me paraît définir parfaitement le niveau auquel nous devons nous placer : "La Conférence nationale du mouvement suisse contre l'armement atomique... prit connaissance avec surprise que l'entrée du local qui lui avait été régulièrement loué, à lui, porte-parole de 286'000 citoyens, lui avait été refusé par le gérant. Il proteste contre cette chicane antidémocratique, qui s'insère dignement dans la nouvelle mise sous tutelle policière du peuple suisse, dans le cas du film "Tu ne tueras point", qui n'a pu être projeté, car de l'avis du Parquet fédéral il aurait pu influencer la volonté des citoyens en faveur de l'initiative anti-atomique..."

Que le Parquet fédéral puisse interdire un film qui ferait de la propagande en faveur d'une initiative populaire illustre assez bien les moyens de pression qui sont (le plus démocratiquement du monde) entre les mains du gouvernement.

Devant ces constatations, une seule conclusion s'impose : il est impossible qu'une initiative soit acceptée par le peuple, si elle ne l'est auparavant par la bourgeoisie qui est au pouvoir. Elle a accordé un droit très démocratique certes, mais ce droit est inutilisable sans son assentiment formel : où est la démocratie dans ce cas-là ?

Nous avons examiné, superficiellement encore, deux aspects du problème posé par le droit d'initiative. Je crois cependant que les constatations faites sont suffisamment explicites sur l'ensemble du problème : il est évident que dans la Suisse de 1962, le droit d'initiative n'est démocratique que sur le papier de la Constitution et dans l'esprit de quelques rêveurs.

Dans la pratique, il est un instrument de plus de la bourgeoisie qui tient le pouvoir et qui sait l'utiliser avec une habileté telle, que le pays en tire une auréole de libéralisme qui force l'admiration de tous ceux dont nous sommes "solidaires", pour employer le langage de Monsieur Petitpierre.

Une question encore avant de terminer : lors des votations du 1er avril, il y eut 286'000 OUI contre 532'000 NON; à l'Assemblée fédérale il s'est trouvé 229 députés sur 240 pour le NON. Alors, que représentent tous ces députés ?

Le peuple ?

Allons donc !...

G.D.

Olivier Pavillon

BILAN D'UNE CAMPAGNE

Dans les lignes qui suivent, notre camarade développe un peu plus longuement ce qui fut l'objet d'un article dans le dernier numéro de la revue CONTACT. Nous remercions Contact de nous avoir autorisés à en reprendre certains éléments.

M.D.E.

Une des caractéristiques du scrutin et de la campagne qui l'a précédé aura été le climat très particulier dans lequel ils se sont déroulés.

Du côté des partisans de l'initiative, il faut relever un enthousiasme et une détermination qui sont pour une bonne part dans le succès remporté en Suisse romande. C'était la première fois depuis longtemps qu'à l'occasion d'une votation s'organisait un mouvement capable d'envoyer dans les villes et dans les campagnes autant de conférenciers et de distributeurs de tracts; c'était une des premières fois que, spontanément, des citoyens se réunissaient, récoltaient des signatures dans les milieux les plus divers: paysans, ouvriers syndiqués, intellectuels, jeunesse en âge scolaire, etc.

C'était la première fois, depuis longtemps, aussi, que des citoyens et des citoyennes venus des horizons politiques les plus divers ont su travailler côte à côte et l'on peut dire que, malgré certaines pressions malheureuses du Parti Socialiste Vaudois, l'unité fut réalisée entre socialistes et communistes, croyants et non-croyants, pacifistes et partisans d'une défense nationale. C'est là un des résultats les plus positifs de la campagne; il doit nous confirmer dans l'idée que l'union des gauches et de toutes les forces de paix reste la condition première à toute action efficace: si le résultat du scrutin fut positif dans la plupart des cantons romands, c'est précisément une conséquence de cette unité.

Dès lors, il est de notre devoir le plus immédiat de préserver cette unité toute neuve, de ne pas la laisser briser ou tout simplement mourir faute d'aliment. Car la lutte ne s'est pas arrêtée au soir du 1er avril. Les forces réunies pour cette occasion, il ne faut pas qu'elles démobilisent: le maintien de l'initiative socialiste - tout imparfaite soit-elle - doit être notre objectif immédiat. Mais au-delà, ce qui importe, c'est de donner de plus en plus d'ampleur à l'action pacifiste dans tout le pays. Nous devons faire comprendre à tout prix à nos concitoyens qu'il n'y a le choix qu'entre les deux extrêmes: la mort thermonucléaire ou l'interdiction des armes atomiques et que, par conséquent, la seule solution pour notre pays est d'opter pour la paix, pour la coexistence pacifique et la création d'une zone dénucléarisée en Europe.

D'où la nécessité de lutter avec détermination contre le cheval de bataille de tous les thuriféraires du superarmement: l'anticommunisme. A mon avis, lorsque nous aurons démonté cette machine de guerre qu'est l'anticommunisme, nous aurons enlevé une possibilité de justification aux militaristes; parce que notre presse présente l'URSS comme un pays baillonné par une dictature et ses dirigeants comme des mégalomanes à la politique machiavélique, notre bon peuple croit "dur comme fer" au péril rouge (ou jaune, suivant la nécessité du moment).

A nous de contribuer à cette mission d'information, à ce travail patient et en profondeur pour montrer que le prétendu "équilibre des terreurs" vers lequel on nous achemine n'est en aucun cas une solution; voilà le sens dans lequel notre action doit se développer.

Et du côté de nos adversaires, que trouvons-nous? Un camp qui n'a ni la jeunesse, ni l'enthousiasme avec lui. Il réunit avant tout des politiciens et des officiers. Dans le canton de Vaud, par exemple, le comité de soutien des adversaires de l'initiative ne comptait que quelques rares non-politiques. Lesquels du reste, ayant refusé de figurer sur la liste, obligèrent les responsables du mouvement pro-atomique à retirer leurs noms - Ceci fut expliqué avec beaucoup de "doigté" dans un minuscule communiqué mais l'"erreur" avait été commise et tous les lecteurs de la Gazette ou de la Feuille avaient vu aux côtés de MM. Desplands et Béguin figurer MM. Grin, Rivier, etc. On voit donc que certains de nos adversaires n'ont pas hésité à employer les moyens les plus grossiers pour faire croire que la science et la religion étaient de leur côté. (1)

C'est la malhonnêteté en effet qui a été une des constantes de leur campagne.

En Suisse allemande, la corde anticomuniste a été utilisée à outrance. Le fonds du problème n'a pratiquement pas été abordé: il suffisait de dire que l'initiative avait été propulsée par Moscou pour couper court à toute discussion.

Il semble heureusement qu'un réveil se dessine: la forte minorité acceptante de certains cantons (Bâle, Berne, Zürich) en est le signe avant-coureur. Elle aura une tâche écrasante pour gagner du terrain, mais le fait qu'elle existe, qu'elle est agissante peut, dans un proche avenir, obliger nos adversaires à placer le débat dans une juste perspective et non se cantonner dans les slogans démagogiques et les faux-fuyants.

(1) Ceci ne veut pas dire que M. Rivier, entre autres, soit contre l'armement atomique. Lui de là, il le défend même parfois avec une passion qui frise la mauvaise foi. Peut-être faut-il plutôt chercher la cause de son refus de figurer sur la liste dans la mauvaise conscience que lui donnait le désagréable devoir de patronner publiquement une action aussi hypocrite et butée.



En Suisse romande, après un premier temps où les partisans de l'arme atomique utilisèrent l'artillerie anticommuniste, la campagne prit un air d'objectivité. Nos adversaires, désarçonnés un instant par la réaction immédiate du mouvement antiatomique et par la découverte que nombre de chrétiens et des personnalités fort "respectables" patronnaient l'initiative, crurent bon de faire semblant de jouer le jeu : ils adoptèrent une tactique plus souple qu'en Suisse allemande, en assurant les partisans de l'initiative qu'ils avaient toute leur estime... Ce qui n'empêcha pas certains d'entre eux de tourner délibérément le dos à l'honnêteté intellectuelle : sans aller jusqu'à l'imbécillité de ce périodique bernois (Diskussion) qui, en janvier 1962, affirmait que les bombes atomiques n'étaient pas si dangereuses puisqu'à Hiroshima... "10 ans après le bombardement, la population s'était accrue de 270'000 à 400'000 habitants, l'agriculture était devenue plus prospère et les femmes plus jolies...", nos adversaires semblèrent tout d'un coup ignorer les terribles dangers de l'arme thermo-nucléaire qu'ils avaient pourtant si bien su rappeler lors des explosions soviétiques de l'automne précédent.

N'importe quelle affirmation était bonne pour minimiser ces dangers : de là, les renseignements prétendument exacts, sur des armes nucléaires de petit calibre sans aucune retombée radioactive. Or ce "fait nouveau" que la Société Suisse des Officiers a jeté dans la balance n'a été confirmé par aucun physicien nucléaire d'aucun pays. Questionné sur ses sources, le porte-parole de la dite société a dit que des indications militaires et des "possibilités théoriques" lui donnaient la profonde "conviction" que ces expériences étaient réalisées... Monsieur Rivier et d'autres ont pourtant présenté ces faits comme certains et bien connus du monde scientifique, alors que, comme on le voit, ce n'est pas du tout le cas. De là aussi les déclarations sur des abris anti-atomiques prétendument parfaits, sur l'efficacité d'une bonne protection civile, déclarations dangereusement optimistes qui nous effraient d'autant plus qu'elles ont été prononcées par des gens entre les mains desquels se trouvent la direction du pays et dont on est en mesure d'attendre une certaine clairvoyance.

Encore, s'il s'agissait d'un simple manque de lucidité... mais c'est bien de mauvaise foi qu'il faut parler. Derrière un fair-play dont ils étalaient l'hypocrisie dans leurs tracts et leurs journaux, se cachaient mille procédés peu reluisants, mille insinuations pernicieuses.

Témoin en soit l'information prétendument objective que distillait le sieur Béguin dans la Gazette de Lausanne. C'est certainement au nom de l'objectivité qu'il répondit à une lettre ouverte du comité anti-atomique vaudois lui faisant reproche de certaines affirmations erronées, sans publier la dite lettre, refusant ainsi à ses lecteurs la possibilité de juger des arguments de l'adversaire !

Témoin en soit aussi la confusion volontairement entretenue par les partisans de l'armement atomique dans les énormes pavés publiés dans toute la presse gouvernementale et où se détachaient en lettre gigantesques : "Nous ne voulons pas d'armes atomiques" et "Votez Non". Pour parfaire le chef d'oeuvre, il n'y avait plus qu'à trouver une signature digne du reste "Comité vaudois contre l'initiative atomique". De même dans le corps du texte, on ne parlait que du Comité atomique pour désigner le comité anti-atomique vaudois. Tout ceci, sciemment orchestré, calculé,

devait affoler le bon vaudois et l'amener à voter contre l'initiative sans le savoir...

Que dire encore du silence qu'observa la grande presse sur le nom des personnalités soutenant l'initiative ? Les manifestes lancés par des savants, des médecins, des paysans étaient en effet tronqués, sans le nom des signataires, relégués dans un coin oublié du journal...

Que dire enfin de l'attitude du Département de l'Instruction Publique et des Cultes qui exerça des pressions directes sur les pasteurs partisans déclarés de l'initiative ?

Nous pourrions citer 1000 autres exemples de cette duplicité : la lutte fut inégale, plus que dans tout autre scrutin. Nos adversaires avaient l'argent, la presse et les relations; nous n'avions que notre conviction. Et pourtant, ici, dans les cantons de Vaud, Neuchâtel, Genève et au Tessin et dans le Jura, nous l'avons emporté. Aussi ce fut un plaisir rare que de lire, au lendemain du scrutin, les élucubrations de nos stratèges pour "expliquer" sagement le résultat surprenant. Nous avons eu droit aux plus jolis clichés sur les suisses allemands plus suisses parce que plus anciens, sur les romands bâtards immoraux, oublieux des traditions primitives. Il semblait, à en croire Monsieur Masmogean, que nous n'avions pas cette foi ancestrale, ce sentiment intime de l'"être suisse" et de tout ce qu'il implique. Peut-être serait-il bon d'organiser quelques pèlerinages aux sources pour nous autres welsches ? Autrefois les mystères d'Eleusis furent un ferment de l'unité athénienne, laisserons-nous se perdre ceux du Grütli ?

Le Chef du Département Militaire Fédéral ne devait pas être très à l'aise à l'annonce des résultats. Mais cela ne l'a pas empêché, le soir même, de prononcer à la radio des phrases lourdes de menace, en précisant que la Suisse allait pouvoir atteindre son but, maintenant que la voie était libre. Propos graves dans leur obstination butée qui doivent être une mise en garde de plus.

La mauvaise foi dont ont usé certains de nos adversaires (1) a eu cependant un résultat positif important, il faut le souligner pour terminer :

Ce manque de probité, cette légèreté devant les plus graves problèmes ont choqué, scandalisé même nombre de citoyens qui suivaient jusque là les idées de cette presse et de ces hommes politiques. A nous de démontrer à tous ceux qui hésitent encore que l'honnêteté et la rigueur intellectuelles sont l'apanage des forces de paix qui défendent la vérité et le progrès.

O.P.

(1) Une précision s'impose pour que l'on ne nous impute pas ce que nous ne voulons pas dire : cette mauvaise foi est le fait des seuls dirigeants de la campagne contre l'initiative. Quant aux citoyens qui ont voté non nous pensons que mal préparés, conditionnés par cette fausse image du monde qu'on leur inocule chaque jour, ils se sont trompés.



FLASHES

Même la "NRL" ...

Depuis longtemps déjà on peut se demander quelle est l'utilité des sociétés "portant couleurs". M. J.-E. Balmat dans la "Nouvelle Revue de Lausanne" du 16 mai 1962 nous donne une réponse à laquelle nous nous rallions bien volontiers: "Il semble que dans ce domaine ( réd.: les contacts entre étudiants suisses et étrangers) les sociétés d'étudiants portant couleurs pourraient se consacrer à une activité aussi utile qu'intelligente et retrouver peut-être une raison d'être."



Un singulier singulier

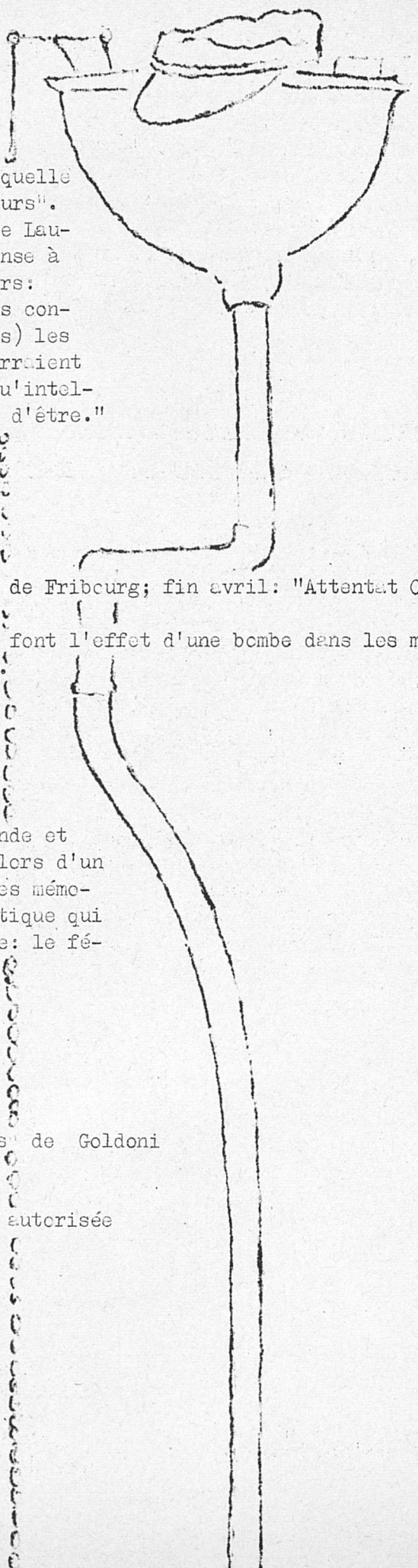
Manchette de "La Liberté" de Fribourg; fin avril: "Attentat OAS à Alger".  
Le genre de nouvelles qui font l'effet d'une bombe dans les milieux pourtant bien informés....

Système F

M. Weber-Perret (Alliance Culturelle Romande et Nouvelle Société Helvétique) a prononcé, lors d'un récent congrès sur la culture, ces paroles mémorables: "La Suisse a créé un système politique qui dépasse l'antagonisme marxisme-capitalisme: le fédéralisme"  
Vive donc le trust fédéraliste Nestlé!

Théâtre Populaire et Rustres

Le TNP de Jean Vilar présente "Les Rustres" de Goldoni au Grand Casino de Genève.  
Prix des places: ... 10 à 25 frs!  
Voilà qui semble dépasser la mise maximum autorisée dans les salles de jeux helvétiques!



M. Oulès et Staline

Nous extrayons du cours polycopié d'Economie Politique le passage suivant: "Mais pour Marx, l'influence du progrès technique sur l'évolution sociale et sur les idées des hommes s'exerce à sens unique, alors que les marxistes plus évolués admettent l'interdépendance (voir Staline: "Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique") ..."

Monsieur Oulès préparerait-il un rapprochement de la Suisse avec l'Albanie, appliquant en cela le principe cher à nos ancêtres qui veut que l'union fait la force?

A Propos d'une sympathique rencontre d'étudiants lausannois avec cinq camarades-étudiants yougoslaves ....

Vedez de la "Gazette" écrit " ... paraît-il les Moscoutaires irréductibles du MDE se sont fait moucher par leurs camarades de l'Est" etc.

Evidemment ce gazetier distingué n'avait pas assisté à cette séance, mais les guillemets dont il entoure ses expressions lui permettent de parler de ce qu'il ne connaît pas: l'honnêteté journalistique semble s'en accommoder. En outre, ce gazetier nous rétorque que non seulement il a usé de guillemets pour alléguer des non-sens, mais qu'il a écrit "paraît-il" entre guillemets, ce qui le met à l'abri de l'obligation de passer un rectificatif.

Chez nous il y a des gens qui "paraît-il" auraient suggéré, la prochaine fois, de simplement casser la gueule du gazetier,





H. Gassmann

VERS LE 8eme FESTIVAL MONDIAL DE LA JEUNESSE ET DES ETUDIANTS POUR LA PAIX ET L'AMITIE

Le 8ème festival mondial de la jeunesse va se tenir du 28 juillet au 6 août 1962 à Helsinki. Il est une tradition qui veut qu'une minorité d'Unions nationales étudiantes et d'organisations de jeunesse mène une propagande hostile et calomnieuse à l'égard du festival de la jeunesse; et parmi ces unions nationales se trouve malheureusement la nôtre, l'UNES.

Lorsqu'on lit leurs arguments, on est bien forcé de conclure que ces organisations ne prennent pas la peine de s'informer sur la nature et les buts du festival.

Ces buts quels sont-ils ? Que va trouver la jeunesse au festival ? Comment les étudiants vont-ils contribuer à la réussite d'une telle manifestation ?

Pour pouvoir répondre à ces questions, il faut bien se rappeler que :

- les festivals mondiaux de la Jeunesse et des Etudiants pour la Paix et l'Amitié sont des événements qui ont des traditions bien établies et une très grande importance pour le développement de l'amitié et le renforcement de la coopération pacifique de toute la jeunesse du monde.
- en tant qu'événements spécifiques de la jeunesse, la participation des étudiants aux festivals constitue une contribution décisive pour le renforcement de notre unité et de la fraternité avec les autres jeunes.

Des traditions bien établies

Une participation de toutes les tendances de la jeunesse:

Plusieurs dizaines de milliers de jeunes se rencontrent pour confronter leurs opinions, leurs problèmes, leurs espoirs aussi. C'est ainsi par exemple que la direction du Conseil Mondial des Eglises a déclaré : "Nous savons que de nombreux jeunes chrétiens iront à Helsinki, car ils veulent y rencontrer des autres, et nous espérons que cette rencontre leur offrira toutes les possibilités d'y exprimer leurs opinions".

Un programme très complet :

Toutes les activités de la jeunesse du monde participent au festival; joueurs d'échecs, philatélistes, photographes, moto-scootéristes, amateurs de cinéma, de théâtre, peintre, pêcheurs à la ligne, etc... etc., se retrouvent pour discuter de ce qui les intéresse et aussi pour faire part aux participants de leurs réalisations. Tout cela est complété par de vastes débats et des séminaires plus généraux, sur la culture, la politique, le sport, etc...

Une contribution directe à une meilleure compréhension entre les peuples :

A part les contacts dont nous venons de parler, qui sont des contacts entre personnes de la même sphère d'activité, il y a des rencontres entre délégations de divers pays, non plus pour discuter de problèmes professionnels, mais de questions intéressant ces pays et les relations entre eux. C'est ainsi que les peuples les plus différents par la race, la langue, les coutumes, habitant à des distances parfois considérables, ont l'occasion de confronter leurs opinions, leurs difficultés, leurs succès, bref de se comprendre.

La participation des étudiants

Participation de nombreuses unions nationales :

Contrairement à ce que pensent les dirigeants de l'UNES, ce n'est pas se jeter dans la gueule du loup que de participer au festival de la jeunesse à Helsinki en tant qu'union nationale. Il est tout de même effarant de penser que l'UNES, qui se prétend neutre et modérée, se range parmi les unions nationales les plus retardées, alors que le pays membre de la CIE et de la COSEC, la Hollande, est favorable à l'envoi au festival d'une délégation de l'Union des Associations des Etudiants Catholiques.

Voici les noms de quelques pays dont les Unions Nationales participent au festival : Japon, Pologne, Soudan, France, Venezuela, Afrique occidentale, URSS, Ceylan, Cuba, Indonésie, Brésil... etc.

Une audience et des sujets très vastes :

Le programme étudiant comporte des séminaires, des rencontres, des lectures sur différents thèmes, ainsi que des soirées culturelles destinées aux étudiants du monde entier. Les sujets des séminaires sont très variés. Ceux de caractère généraux vont du rôle des étudiants dans la lutte pour l'indépendance nationale, aux problèmes de la cinématographie, en passant par les principes de la démocratisation de l'enseignement. Et, si l'on prend des sujets plus spécialisés, on trouvera au programme des séminaires, les principes de l'architecture moderne et leur application en Finlande, la planification dans les différents systèmes sociaux, les problèmes de la littérature à l'époque actuelle, etc...etc.

Une tribune libre :

Le club international étudiant organise en plus des danses, des discussions de forum, des conférences dans le club, une tribune libre où les représentants des organisations internationales des étudiants pourront exposer leurs buts, leurs principes et leurs activités.



La vie, la culture et la paix

Au moment où les lendemains de l'humanité sont encore mal assurés, où une troisième guerre mondiale risque à tous moments d'anéantir toute vie sur terre, on ne peut que saluer l'esprit dans lequel est organisé le huitième Festival Mondial pour la Paix et l'Amitié et cela quelle que soit notre tendance politique.

Qu'importe s'il existe encore des divergences sur tel ou tel problème, si nos philosophies, les systèmes sociaux de nos pays diffèrent. L'important c'est que toute la jeunesse manifeste son désir de vivre en paix, dans l'amitié et la confiance, afin que l'on puisse dire d'elle les paroles du grand poète chilien Pablo Neruda :

" Ils se sont rassemblés pour prouver que les jeunes de  
" toute notre planète, dont les pays possèdent toutes  
" sortes de gouvernements, vivant sous tous les climats  
" et de toutes opinions, peuvent vivre au même endroit  
" lorsqu'ils sont liés par ces choses qui nous unissent  
" tous : par l'amour de la vie, de la culture et de la paix."

H.G.

Le M.D.E se tient à votre disposition pour tous les renseignements pratiques que vous désirez sur le Festival d'Helsinki et se fera un plaisir de recueillir votre inscription.

Inscrivez-vous nombreux.

HELSINKI 28 juillet - 6 août HELSINKI

Olivier Pavillon

PORTUGAL : LA REVOLUTION EST POUR DEMAIN

Le 19 mai 1954, à Baleizão, petit village paysan du sud de l'Alentejo, le jeune ouvrière agricole Catarina Eufémia était tuée par la police.

Son "crime" ? Elle faisait la grève avec 2'000 compagnons de son village contre les salaires de misère que l'on voulait leur imposer. Elle avait même réussi, avec d'autres, à convaincre les travailleurs de Penedo Cordo, petit village proche, à faire de même.

Simplement les policiers n'étaient pas du même avis. Ils étaient arrivés armés de mitrailleuses, décidant qu'à Penedo Cordo, bon gré mal gré, salaire de misère ou pas, on travaillerait.

Les ouvriers voulurent se défendre. Catarina et 14 autres femmes constituèrent une délégation.

L'accueil fut brutal : "Que veux-tu, brute ?" lui demanda le lieutenant Carrajola, qui commandait les forces de police.

"Je veux la Paix. Je veux du pain pour mes enfants. J'ai faim", lui dit Catarina.

Pour toute réponse, le policier tira par les pieds le fils de neuf mois que Catarina, enceinte, portait sur les bras et tira à bout portant trois coups de feu.

Le jour suivant, Beja, ville toute proche, était une marée de têtes. Tous les paysans voulaient rendre un dernier hommage à Catarina. On criait : "Assassins! Nous voulons du pain !" Mais les policiers étaient là, toujours, ils chargèrent. A nouveau, il y eut des blessés, des arrestations. La foule ne broncha pas. Jusqu'à la nuit, on chercha le cadavre de Catarina. Vainement. La police l'avait aussi volé.

Ce fut seulement quelques jours après que les paysans, bons compagnons de Catarina, surent qu'elle avait été enterrée, en cachette, au petit cimetière de Quintos. C'est un petit cimetière que la jeunesse couvre de fleurs tous les 19 mai.

Chaque 19 mai, pendant deux minutes, les travailleurs d'Alentejo cessent le travail. Ils écoutent en silence le battement de leurs coeurs.

\* \*  
\*



La péninsule ibérique est au centre de l'actualité depuis quelques semaines. Nos journaux, qui firent silence pendant vingt ans sur les régimes espagnols et portugais commencent à découvrir que le fascisme règne là-bas en maître, comme il régnait à l'époque de l'Axe.

Malheureusement notre presse ne dit pas tout : elle ne dit pas en particulier que si Salazar se survit encore, c'est grâce à l'appui complaisant et intéressé des U.S.A., de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne ! L'occident condamne du bout des lèvres la dictature de Salazar parce que la révolte du peuple portugais est trop évidente, mais se garde bien d'avouer qu'il a partie liée avec ce régime...

La République portugaise

Le Portugal est une République Unitaire Corporative. L'Assemblée nationale se compose de 120 membres élus pour 4 ans au suffrage universel. Le Président de la République - élu pour 7 ans au suffrage direct - nomme le 1er ministre (Président du Conseil) qui lui-même, choisit les ministres de son cabinet.

Aux côtés de l'Assemblée Nationale fonctionne aussi une Chambre corporative, composée de représentants des collectivités locales et des différents corps de métiers qui ont charge d'examiner les projets de lois, acceptés ou refusés en dernier ressort par l'Assemblée Nationale.

Sont électeurs les citoyens majeurs qui savent lire et écrire ou, s'ils sont analphabètes, qui paient plus de 100 excudos d'impôts par an (environ 15.- francs suisses).

Depuis 1910, date de la proclamation de la République, le Portugal a fait son apprentissage de la démocratie non sans être secoué par de graves troubles : de 1910 à 1926 en effet, se succèdent 9 présidents. Le pronunciamiento de Brager, en 1926, ouvre une ère de stabilité que viendra sanctionner, en 1934, l'élaboration d'une nouvelle constitution corporative.

L'actuel président du Conseil, le Dr. Oliveira Salazar, né en 1883, est au gouvernement depuis 1928, date à laquelle il reçut le portefeuille du ministère des Finances. Il déclara à son entrée au gouvernement :

- " Je sais ce que je veux et où je vais. De temps en temps je donnerai les informations nécessaires au pays. Il pourra les discuter et présenter des objections, mais il devra obéir à mes ordres..."

Lors de la guerre d'Espagne, le gouvernement soutient activement Franco; puis, au cours de la seconde guerre mondiale, ne cache pas ses sympathies pour les puissances de l'Axe.

Depuis 1943, léger changement d'orientation : le Portugal accorde des bases militaires aux Américains et aux Anglais dans les Açores.

Que se cache-t-il derrière cette façade un peu terne ?

Apprendre

- En 1950, on dénombrait, sur une population de 5'591'520 habitants, 2'600'000 illétrés de 15 ans et plus. Ce qui donne un taux d'analphabétisme de 44 % (35 % chez les hommes et 52 % chez les femmes). Même parmi les habitants qui ne sont pas considérés comme analphabètes, 6 % seulement des hommes et 4 % des femmes ont poussé leurs études au delà du 1er degré. En outre, environ 60 % des enfants âgés de 5 à 14 ans fréquentaient l'école en 1950...

Par rapport à l'ensemble de la population, la proportion des élèves de l'enseignement secondaire est de 1,8 %

- Une telle situation s'explique aisément lorsqu'on sait que le gouvernement de Salazar consacre moins du 2 % du revenu national à l'éducation... Non seulement, le pays manque d'écoles, mais il manque encore de professeurs et d'instituteurs pour le peu d'écoles existant.

en 1961, il manquait 3'000 enseignants

- Par contre, le gouvernement consacre cinq fois plus pour l'armée que pour l'instruction : au sein de l'OTAN, les U.S.A. sont à la première place pour le pourcentage des dépenses militaires par rapport au budget d'Etat global et le Portugal à la deuxième !

Dépenses annuelles par habitant consacrées à la recherche scientifique : (1960)(en dollars)	
URSS	113
U.S.A.	92
Canada	58
France	35
Italie	13
Turquie	10
Portugal	4

- Où le gouvernement excelle, par contre, c'est dans son choix des slogans "scolaires" que les instituteurs doivent afficher aux murs de leur classes. Ils ont cette particularité d'être directement traduits des slogans italiens des années 40

- " Dans la famille, le chef c'est le père"
- " A l'école, le chef d'est le maître "
- " Dans l'Etat, le chef c'est le gouvernement "
- " Ne jalouse pas ceux qui te sont supérieurs, car ils portent des responsabilités que tu ignores"

Travailler

- Pays essentiellement agricole, le Portugal est la région d'Europe où les salaires agricoles sont les plus bas.

50 % de la population active travaille dans l'agriculture

- Selon l'OECE, le revenu réel de la population continue à être un des plus misérable d'Europe : 171 dollars par an et par habitant contre 507 en France.

Taux d'accroissement économique qu Portugal : 2,5 %  
Moyenne en Europe : 4 à 5 %

La production d'électricité en kW/heure est la plus basse d'Europe :

Norvège	7'003
Suisse	2'712
Espagne	457
Portugal	284

- Le développement de l'agriculture reste très faible. Une grande partie de la terre est utilisée pour la pâture du bétail ou laissée en jachère (baldios). Les techniques de cultures sont archaïques, la mécanisation pratiquement inexistante.

750'000 journaliers travaillent, à l'époque des moissons, pour un salaire de famine.

- Non seulement les salaires sont dérisoires, mais les impôts viennent encore aggraver la situation des travailleurs : dernièrement, le gouvernement de Salazar a encore promulgué un nouvel impôt spécial sur les héritages, les biens de consommation, l'essence, les assurances, le tabac, les boissons rafraîchissantes et d'autres produits dont le prix a, par conséquent, augmenté parfois d'un tiers.

- Que conclure ? Le Portugal présente toutes les caractéristiques d'un pays typiquement sous-développé. Voilà le résultat de 40 ans de fascisme !

Et ce pays non seulement crève de misère, mais il est vendu par ses maîtres aux monopoles étrangers qui ont intérêt à perpétuer cette misère dont ils tirent profit !

Le pays vendu

L'économie du pays est, en effet, presque entièrement dominée par les monopoles étrangers. Quelques exemples :

- La Companhia Uniao Fabril, une des plus importantes entreprises qui possèdent de nombreuses usines, métallurgiques, pharmaceutiques, chantiers navals, brasseries, fabrique de cigarettes est liée à des capitaux belges.
- La Sacor, entreprise de raffinage du pétrole, qui a eu en 9 ans des bénéfices équivalents à 350 % de son capital, appartient au magnat étranger Gulbenkian.
- La jeune industrie sidérurgique est aux mains de Krupp-

L'économie portugaise est une économie parasitaire :  
Le déficit du commerce extérieur dépasse chaque année 178 millions de dollars, ce qui correspond à peu près aux 2/3 de toutes les recettes de l'Etat.

- Les Anglais possèdent les mines d'uranium d'Ugeirica, les Français les mines de tungstène de Borralha, les Belges les mines de pyrète d'Aljustrel.
- Le téléphone, le télégraphe, les transports publics de Lisbonne sont aux mains des Anglais.
- L'exploitation touristique de l'Estoril appartient à un consortium international à prédominance anglaise.
- Et la bourgeoisie portugaise a partie liée avec ces gens :

presque un tiers du capital de l'ensemble des sociétés considérées comme "portugaises" est à l'étranger ou contrôlée par l'étranger.

- Résultat de cette ingérence des trusts étrangers :

Le pays est exploité comme une colonie.

Ainsi, les allemands importent à bas prix le minerai de fer du Portugal, mais lui vendent très cher le fer laminé et travaillé.

Ainsi, les sociétés Mundet et Armstrong, en restreignant et freinant l'industrie portugaise du liège et en provoquant une crise profonde, ont mis le pays, jusqu'alors premier producteur de liège du monde, à la merci des intérêts des entreprises américaines de transformation de cette matière.

On en arrive à cette situation d'un pays, grande puissance coloniale, lui-même colonisé par d'autres puissances !

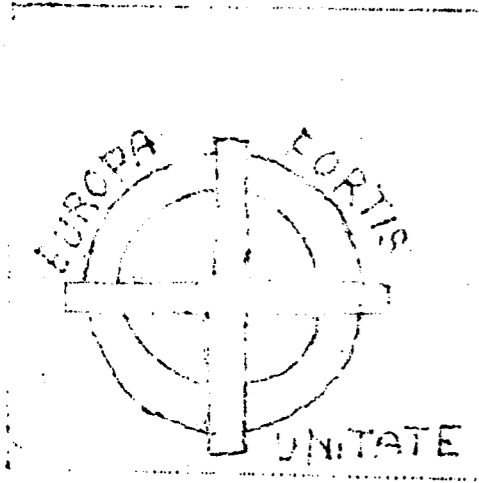
Le fascisme au pouvoir

- Les responsables de cette tragique situation sont donc les dirigeants et la bourgeoisie qui, dans leur intérêt immédiat, ont accepté d'entrer dans la "combine" que leur proposaient les monopoles étrangers.
- Pour maintenir l'état de fait, pour perpétuer leur règne, ces gens ont trouvé un excellent garde-chiourme : le Dr. Oliveira Salazar, spécialiste de la répression systématique ! Voici quelques aspects de son "oeuvre" :
- Presse muselée, jeunesse militarisée, interdiction de toute opposition (sauf à droite !), appareil policier (P.I.D.E) gigantesque et très efficace (torture, emprisonnement arbitraire, mouchardage, etc.).

En 1960 : José Rolim, sergent dans l'aviation, 25 ans, se coupe la langue à l'aide d'un verre de ses lunettes pour ne pas parler pendant les séances de torture de la P.I.D.E.

5 octobre 1961 : à Lisbonne, les jeunes voulaient rendre hommage aux fondateurs de la République. Matraquage, tirs. Plusieurs jeunes sont blessés. 10 sont emprisonnés.

- Interdiction des syndicats, remplacés par les "syndicats nationaux" fantoches. (La grève est interdite...)
  - Législation répressive qui permet pratiquement la prison perpétuelle par l'intermédiaire des "mesures de sécurité".
  - Soutien de tous les mouvements à tendance fascistes. C'est tout naturellement, par exemple, que le poète Goulart Nogueira déclarait le 31 octobre 1957 : "Je suis catholique, monarchiste et fasciste". (en titre dans le Diario Ilustrado)
- Significatif aussi le fait qu'un journal comme AGORA puisse ouvertement se réclamer de l'OAS, du Sindicato Espanhol Universitario, du Movimento Giovane Italia, du Mouvement Jeune Europe, qui sont tous des nids de néo-fascistes :



Portugais !

... Chacun sait que le Portugal lutte en Angola contre les hordes anti-européennes des afro-asiatiques et des communistes...

... vive l'Algérie française !

(extrait d'un tract du Movimento Jovem Portugal)

- Tout ceci se fait, du reste, avec l'appui total de l'Eglise, du moins de la hiérarchie supérieure, qui agite son goupillon sur les tanks et les canons que Salazar envoie en Angola.

"La conscience considère comme un devoir de justice... d'obéir constamment et loyalement à l'autorité publique, de ne rien faire dans un esprit de sédition et d'observer religieusement les lois de l'Etat.

(note pastorale du 10.1.59)

Les étudiants à la pointe du combat pour la liberté

- C'est un crime au Portugal de manifester pour le respect des libertés académiques les plus élémentaires; les derniers événements viennent de le démontrer : on ne compte plus les arrestations arbitraires et les brutalités de la police. Les prisons deviennent le séjour de toute une jeunesse héroïque :
- Joaquim Peuha, Roger de Oliveira, Maria Fernanda Tomaz, Ricardo Lima, et des centaines d'autres, connaissent maintenant les chambres de torture de la P.I.D.E....

Depuis 1926, des milliers de jeunes ont été déportés en Angola, à Timor, dans la forteresse de Angra do Herosimo, au camp de concentration de Tarrafal et de Bié en Guinée, etc. Des dizaines de jeunes y ont péri. Beaucoup d'autres sont revenus, la santé minée...

- Les autorités continuent à augmenter systématiquement les formes répressives et à faire courir les bruits les plus fantaisistes sur les agents de Moscou, cause des "désordres".
- C'est ainsi que le Secrétariat National d'Information, porte-parole officiel du pouvoir dénonce tant la CIE que l'UIE qui, d'après lui, sont à la base des derniers troubles de Porto et de Coimbra.
- "L'UIE, dit un communiqué de ce secrétariat, est chargée par le communisme russe d'organiser la révolution au sein de la jeunesse occidentale et, de son côté, la CIE est soutenue par les mêmes forces, les mêmes fonds internationaux qui organisent le terrorisme en Angola."...
- Quant à pousser un peu plus loin la réflexion et avouer que les conditions intenable - manque de place, de crédits, obscurantisme moyen-âgeux, censure, etc - que rencontrent les étudiants dans leurs études, les poussent à se révolter, c'est chose interdite et incongrue !
  - Jusqu'à ces derniers temps, n'existait aucune organisation, du type AGE ou, sur le plan national, du type UNES groupant tous les étudiants.



A l'heure actuelle, le gouvernement, pour mieux tenir en main le mouvement étudiant, cherche à susciter la création d'un tel mouvement, qui évoluerait dans l'étroite surveillance du ministère de l'Education. Voici quelques extraits du manifeste en annonçant la création. C'est un des plus beaux fleurons de l'apolitisme cher à certains !

En tant qu'organe académique, l'Union Nationale des Etudiants Portugais adopte le principe de l'apolitisme. Cependant elle part de l'idée que la Patrie ne se discute pas : on l'aime ! Son organisation et toute son activité seront basées sur ce postulat.

On comprend dès lors que les grands problèmes nationaux ou internationaux, susceptibles de nuire à l'intégrité de la Patrie ou à sa "survivance" (sic!) comme nation indépendante, ne pourront être passés sous silence. L'U.N.E.P., en tant qu'organe académique et apolitique se propose de grouper les étudiants portugais et de combattre le marxisme dans nos Universités.

Ce sera une organisation de doctrine et d'action constantes.

Voilà, rapidement esquissé, le terrible visage du fascisme portugais qui, en 40 ans, loin de faire progresser le pays, l'a enfoncé encore plus profondément dans la misère.

Cette situation a assez duré ! Et les derniers événements nous montrent que le peuple est décidé à en finir avec le régime de Salazar.

C'est pourquoi, contre Salazar, les forces démocratiques du monde entier doivent s'unir et marquer concrètement leur solidarité avec le peuple portugais en lutte.

D'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'être grand prophète pour prédire la rapide fin de la domination coloniale du Portugal en Afrique. Ce jour-là sera le commencement de la fin pour Salazar : aussi faut-il souhaiter une rapide union des forces de libération en Afrique portugaise et au Portugal même.

Un étudiant portugais  
et O. Pavillon

Sources :

- \* \* \* "Le 19 mai 1962" une publication de la Jeunesse démocratique portugaise.
- \* \* \* "La jeunesse portugaise et la guerre coloniale", discours du délégué portugais au Forum Mondial de la Jeunesse, Moscou 1961
- A. Cunhal Le Portugal à un tournant, la Nouvelle Revue Internationale, juin 1961, 6

Agora Revue hebdomadaire, 21 et 28 avril 1962  
Republica Quotidien, 4 novembre 1961, article de Francisco Lino Neto, page 14  
O Primeiro de Janeiro Quotidien, 2 novembre 1961 pages 10 et 11, 6 novembre 1961, pages 6 et 7  
Diario de Coimbra Quotidien, 9 avril 1962  
Diario Ilustrado Quotidien, 31 octobre 1957, page 19, article de Goulart Nogueira  
Portugal, Faits et documents Revue du secrétariat national portugais à l'information, mars 1962  
 \* \* \* L'analphabétisme dans le monde au milieu du XXe siècle. UNESCO 1957

\* \* \*

Silvain Goujon

L'AN II DE LA REVOLUTION ANGOLAISE

Ce titre, délibérément choisi, n'est pas une réminiscence gratuite du livre célèbre de Franz Fanon.

Aussi bien que les analyses essentielles de Fanon s'appliquent à la Révolution angolaise (entre autres la prépondérance révolutionnaire du paysannat dans un pays où le prolétariat industriel est embryonnaire et bénéficie, dans certains cas, d'un niveau de vie privilégié par rapport aux populations agricoles) aussi bien ce foyer de lutte armée est appelé à jouer en Afrique Noire - comme sur le plan des relations mondiales - un rôle exemplaire, analogue à celui de la Révolution algérienne au Nord du Sahara.

Sur la plan national la Révolution angolaise est la reprise décisive de la lutte du peuple angolais contre la domination étrangère, lutte opiniâtre, puisque la conquête militaire portugaise n'était pas parachevée en 1922.

Elle est le soulèvement des paysans peu à peu privés des meilleures terres (par l'octroi de titres de propriétés aux entreprises concessionnaires étrangères) arrachés à celles qui leur restent par l'organisation du travail forcé dans les mines, les plantations, les travaux publics, aux côtés des centrales syndicales, du clergé noir, des artistes, des intellectuels et des étudiants, dressés pour reconquérir leur indépendance nationale et leur culture - particulièrement brillante sous la grande dynastie des N'Gola au XVIème Siècle, dont l'organisation sociale, l'architecture et l'art, la richesse littéraire, les techniques (comme celle des rouleaux à imprimer) supportaient la comparaison avec ce qui avait cours à la même époque dans les Etats européens développés. C'est à l'épanouissement de cette civilisation que les colonialistes portugais ont substitué le taux d'analphabétisme le plus élevé du monde.

Dans le contexte historique actuel, la phase nationaliste anti-impérialiste a inexorablement tendance à se développer en révolution sociale visant à la fois l'indépendance politique et économique effective, que seul un régime socialiste assurera en définitive. Aussi trouve-t-on clairement exprimée dans les programmes des partis angolais en lutte, cette nécessité, une fois l'indépendance acquise, de briser les cadres de l'économie coloniale, de modifier la destination des investissements par voie de planification et d'opérer un vaste transfert de la propriété par le moyen d'une réforme agraire radicale; d'adopter enfin comme corollaire une politique de non-alignement, de lutter pour l'unité africaine et l'élimination de toutes les formes de colonialisme sur le continent africain :

Pour son compte le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) a inscrit à son programme :

- "(Le) développement par étapes et (la) planification de l'économie de l'Angola.
- (La) création et (le) développement progressif des entreprises commerciales et industrielles de l'Etat, des coopératives d'achat et de vente, des coopératives de production. (La) création progressive d'industrie lourde et d'industrie légère...
- (L')application d'une réforme agraire, tendant à faire disparaître toutes les injustices, à liquider le monopole privé de la production des produits de consommation agricole et (la) réalisation du principe : la terre appartient à ceux qui la travaillent. (La) distribution des terres aux paysans sans terre et à ceux qui n'en possèdent pas suffisamment.
- (La) sauvegarde des droits conquis par les paysans au cours de la lutte populaire pour l'indépendance de l'Angola.
- (La) solidarité complète avec tous les peuples africains qui luttent pour leur indépendance complète... (La) contribution à l'unité de tous les peuples du continent africain. (L')établissement et (le) maintien des relations diplomatiques avec tous les pays du monde sur la base... (du) respect mutuel... (de la) non-ingérence... (de la) coexistence pacifique."

(Programme du M.P.L.A. in "Partisan" No 3, février 1962, Maspéro Ed.)

De son côté l'Union des Populations de l'Angola (U.P.A.) a décidé :

- " D'installer dans une Angola indépendante, un régime démocratique qui respecte les clauses de la DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME, qui applique la loi de la réforme agraire, basée sur le principe de la distribution de la terre à ceux qui la travaillent, la planification économique, l'industrialisation du pays, et qui contribue à la liquidation totale du régime colonial sous toutes ses formes sur le continent africain, pour que l'Unité africaine soit une réalité et une force agissante;
- D'adopter la politique de non-alignement et de non-engagement comme principe de base de la politique extérieure du gouvernement tout en réaffirmant la volonté de ce gouvernement de collaborer loyalement avec tous les pays prêts à respecter sa souveraineté et qui s'inspireront des principes d'égalité de toutes les races et de toutes les nations, grandes et petites, également intéressées au maintien de la paix dans le monde."

Sur le plan africain la Révolution angolaise contribue à rapprocher les groupes de Casablanca et de Monrovia, "l'Afrique révolutionnaire" et "l'Afrique réformiste, puisque la Guinée, le Ghana, l'Algérie, le Maroc lui apportent leur aide, tout comme le Libéria, la Tunisie, le Dahomey, les deux républiques du Congo, par exemple. Par sa radicalisation, la Révolution angolaise est un encouragement et une aide pour les autres peuples sous domination portugaise, d'ores et déjà en lutte en Mozambique, en Guinée dite portugaise, au Cap Vert, à Principe et à Sao Tomé ainsi que pour les mouvements d'émancipation des autres colonies ou néo-colonies africaines.

En particulier, à la suite de l'attaque du 4 février contre les prisons de Luanda par les révolutionnaires angolais, l'insurrection armée s'est étendue dans tout le nord du pays. Actuellement, les nationalistes contrôlent une certaine partie de ces territoires (de population Bakongo).

De même, l'extension vers le Sud et le Sud-Est des maquis, dont ceux du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola dans les districts de Cuanza Norte, Luanda, Congo et Malange, représentent une menace non négligeable pour les colonialistes des Rhodésies et de l'Union Sud-Africaine. Sir Roy Welensky ne s'y est pas trompé qui assume de concert avec M. Salazar le ravitaillement en armes et en munitions de l'armée portugaise agissant en Angola.

Sur le plan mondial la Révolution angolaise aggrave les contradictions impérialistes. L'attitude des U.S.A. à l'ONU a ulcéré et ébranlé Lisbonne et Madrid et provoqué un embarras profond dans tout le système politique et partant stratégique occidental.

Le régime salazarien subit actuellement la crise la plus profonde de son histoire, du fait du déclenchement de la lutte d'indépendance en Angola et dans les autres territoires sous domination portugaise. Et ceci sur le plan extérieur comme sur le plan intérieur.

- Sur le plan extérieur le régime Salazar a subi une série d'échecs cuisants en relation avec les soulèvements dans ses colonies. La libération de Goa, Diu et Damao par l'Inde, dont la Convention politique de Goa, front uni des organisations nationalistes, avait réclamé l'intervention, en complet accord avec les mouvements groupés avec elle au sein de la Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises (C.O.N.C.P.). (Bulletin d'Information de la C.O.N.C.P., No 1, 30.12.61), a révélé, à la fois, la non-combativité des troupes portugaises, pourtant continuellement renforcées et entraînées, et l'abandon diplomatique quasi général du régime Salazar.

Rappelons encore pour mémoire : la condamnation du Portugal à l'Assemblée Générale de l'ONU en janvier 62 par 99 voix contre 2 (Espagne et Afrique du Sud)

Le rappel de l'ambassadeur d'Indonésie à Lisbonne.

L'interdiction formulée aux avions et bateaux portugais de faire escale au Ghana.

L'élimination de la présence portugaise au Dahomey, constituée par la forteresse de S. Joao Baptista de Ajuda, etc...



Mais l'isolement diplomatique du régime Salazar n'est que le reflet de sa fragilité intérieure tant économique que politique. La Révolution angolaise ébranle ce régime à la racine : la dictature salazarienne, en effet, c'est la dictature d'une douzaine de groupements monopolistiques portugais associés à l'impérialisme étranger, pour l'exploitation des peuples du Portugal et des colonies.

- Sur le plan économique intérieur le régime Salazar n'équilibre sa balance économique que grâce à l'exploitation de ses colonies. C'est pour lui le seul moyen d'échapper à la faillite économique.

Le Portugal vend à ses colonies ses produits (vins, ciments, tanins, tissus et produits résineux) à des cours supérieurs à ceux du marché mondial. Mais pour les produits qu'il leur achète (coton, peaux, arachides, sucre, oléagineux) il les paye à un prix inférieur à celui que pourraient offrir d'autres pays. Les colonies fournissent à bon compte 60 % du coton nécessaire au Portugal, l'huile de palme et les graines oléagineuses en totalité, et couvrent ses besoins en canne à sucre à 80 %, en peaux à 20 %. Leur bétail, leurs richesses minérales, leurs produits agricoles et forestiers sont exportés massivement vers la métropole. Le Portugal leur achète à vil prix du coton et leur revend très cher les tissus fabriqués avec ce même coton; de même, il leur impose à des prix usuraires ce qu'il n'arrive pas à vendre ailleurs, par exemple le vin : depuis 1955, il a exporté aux colonies plus d'un million d'hectolitres de vin.

Mais si les colonialistes portugais exploitent les peuples coloniaux, le peuple portugais lui, est exploité par les impérialistes étrangers. C'est paradoxalement cette situation de pays indépendant qui a permis au Portugal de conserver si longtemps ses vastes colonies. Il a derrière lui, pour l'aider à assurer sa domination, ceux qui se sont fait les alliés du capital financier portugais pour exploiter le peuple portugais et les peuples des colonies. (1)

Mais c'est d'Angola et des autres colonies portugaises que les capitalistes étrangers retirent la part du lion de toutes les entreprises importantes. Le charbon de Mosico est entre les mains de la société Krupp, qui a signé avec la Companhia Mineira de Lobito un contrat pour la somme de 1 milliard 300 millions d'escudos, prévoyant l'extraction annuelle d'un million de tonnes de fer des mines du sud de l'Angola.

Le chemin de fer de Benguela (qui représente la moitié de la longueur totale du réseau ferroviaire angolais) appartient à la Tanganyika Concession Ltd., contrôlée par les anglais et les américains. L'importance de cette ligne qui rejoint le réseau ferroviaire congolais à Dibolo et qui permet une évacuation plus rapide des produits miniers du Katanga n'est pas à souligner.

Les actionnaires de la compagnie diamantaire de l'Angola qui emploie 18'000 Africains (dont 2'018 travailleurs forcés en 1954) sont Portugais mais aussi Anglais, Belges, Français et Américains. Les bénéfices

(1) Voir page 21 de ce bulletin, l'article "Portugal: La révolution est pour demain" qui revient plus précisément sur cette situation.

netts annuels déclarés de cette société sont supérieurs au capital investi. La société est largement redevable de ces profits à un décret du gouvernement qui stipule que les hommes, les femmes et les enfants peuvent être mobilisés pour certains travaux dits publics sans aucune rémunération. La société est encore exemptée d'impôts, tant en ce qui concerne les droits d'exportation pesant sur les diamants, qu'en ce qui concerne les droits frappant l'outillage et les matériaux importés.

La production pétrolière qui a débuté en 1958 est activement menée par la Gulf Oil et la Petrofina, et s'élevait en 1959 à 100'000 tonnes déjà.

La Révolution angolaise est venue déséquilibrer mortellement ce système. A l'insécurité, à la baisse de la production dans les colonies ont répondu l'affaiblissement des valeurs cotées et les difficultés économiques au Portugal. De plus, le budget des forces armées portugaises qui était de 10'143'750 livres en 1960 a dû être porté à 20'881'250 livres en 1961. Sans compter les crédits exceptionnels de 6'750'000 livres. Selon certaines estimations, la lutte en Angola coûtera au Portugal entre 375 et 500 millions de NF par an (Le Monde diplomatique, septembre 1961). Dans les conditions actuelles, la domination des monopoles ne résisterait pas à la perte des surprofits coloniaux. Si la dictature fasciste n'est pas renversée avant, elle ne pourra survivre à la libération des colonies, qui facilitera considérablement la lutte des masses portugaises.

- Sur le plan politique intérieur le régime Salazar éprouve de plus en plus de difficultés à juguler l'opposition intérieure, que le marasme économique et l'absence de libertés démocratiques, même formelles, radicalisent devant le déclenchement de la guerre coloniale bien autrement que ne le furent jamais les masses françaises durant la guerre d'Algérie. Toutefois, si les partisans de l'indépendance de l'Angola et des colonies gagnent du terrain au sein des juntes clandestines d'opposition, si les "progrès de la lutte libératrice dans les colonies portugaises vont de paire avec ceux du mouvement démocratique au Portugal; l'une et l'autre rapprochant le jour de la défaite finale de la dictature fasciste" selon Alvaro Cunhal, secrétaire du parti communiste clandestin, (qui a donné à ses membres, appelés à servir dans les forces armées opérant en Angola, le mot d'ordre de désertir ou de s'insoumettre), le poids essentiel de la lutte contre le régime Salazar reste supporté par les forces nationalistes de l'Angola et des autres colonies portugaises. C'est l'évolution et l'organisation de ces forces que nous allons examiner maintenant.

#### Le mouvement national angolais

Celui-ci est encore organiquement divisé. Parmi les facteurs qui peuvent expliquer les raisons de cette division il faut inscrire : Tout d'abord l'action répressive acharnée de la P.I.D.E. (police politique); ensuite les divisions linguistiques (5 langues angolaises principales distinctes) doublées divisions sociales (par exemple entre paysans de l'intérieur, noirs, "assimilés" et métis). Il faut tenir compte également du fait que des partis politiques clandestins ont été créés, plus ou moins sur

la base d'un ou plusieurs des éléments énoncés plus haut, préalablement au déclenchement de la lutte armée. Ces partis, la clandestinité aidant, ont eu tendance à se particulariser dans leurs sphères d'influence spécifiques. Ils n'ont pas encore trouvé l'occasion de se fondre dans un véritable Front. (Rappelons que la constitution du Viet-Minh a été précédée de la dissolution des partis vietnamiens, celle du FLN de l'éclatement du MTLD)

#### Union des Populations de l'Angola (U.P.A.)

Fondée clandestinement le 7 février 1954 sous le nom d'Union des Populations du Nord de l'Angola devient U.P.A. en 1958. Parti à large base paysanne avec support de masse particulièrement dans le Nord. Il contrôlerait 20'000 hommes armés, correspondant à plus de 40 secteurs militaires; lança l'insurrection dans les districts septentrionaux le 15 mars 1961.

Son leader, Holden Roberto, dont se sont récemment désolidarisés des chefs de l'ALN ainsi que des dirigeants de la Ligue générale des Travailleurs de l'Angola constitué sous l'égide du parti, a créé un gouvernement provisoire à Léopoldville avec la participation du Parti Démocratique Angolais et fondé avec lui, le 27 mars 1962, un Front National pour la Libération de l'Angola (F.N.L.A.).

#### Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.)

Fondé en décembre 1956 par les dirigeants du parti de la Lutte Unie des Africains de l'Angola (P.L.U.A.) clandestin, en fusionnant des groupes illégaux actifs depuis 1953. Parti plus urbain formé principalement d'intellectuels progressistes avec une participation de métis ayant l'appui des masses. Son organisation, implantée en Angola dans les villes surtout et en contact avec les Portugais démocrates des centres, a été une cible plus facile pour l'atroce répression de la P.I.D.E., que celle, paysanne, de l'U.P.A., dans les districts du Nord, moins contrôlables. C'est la raison pour laquelle le M.P.L.A. a été amené à militer beaucoup depuis l'étranger où il possède de bons contacts aux dépens un peu de son implantation en Angola.

Le M.P.L.A. revendique l'assaut des prisons de Luanda le 4 février 61, de concert avec une poignée de Portugais; "Ce fut là l'étincelle qui alluma la brousse" a déclaré le président du parti Mario Pinto de Andrade. Le M.P.L.A. contrôlerait environ 1'400 hommes armés. Depuis octobre il a transféré officiellement son siège de Conacry (Guinée) à Léopoldville.

Il a pris l'initiative de réunir la Convention Politique de Goa, le O.A.I de Guinée et du Cap Vert, des délégués de Sao Tomé et Principe et de Mozambique à ses côtés dans la Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises (C.O.N.C.P.) qui a son siège à Rabat.

Il semble bien que les premiers incidents graves survenus à Luanda aient été déclenchés presque simultanément par des éléments du M.P.L.A. et de l'U.P.A. agissant sur place. La "ratonnade" qui suivit fut dénoncée au monde par les journalistes présents à Luanda dans l'attente d'un

hypothétique débarquement de Galvao. La gravité des troubles qui se prolongèrent permit au Libéria de déposer un projet de résolution sur la situation en Angola devant le Conseil de Sécurité. Simultanément, l'U.P.A. faisait surface dans le Nord où elle contrôlait rapidement 350 km sur 500. Depuis, elle a dû céder du terrain aux forces portugaises, nettement supérieures en nombre et en qualité aux maquisards. La pénurie de cadres militaires et de dirigeants politiques pour l'encadrement des combattants, ainsi que la rivalité entre l'U.P.A. et le M.P.L.A., auquel Holden Roberto refuse de s'associer sur un pied d'égalité dans un Front, ont affaibli le mouvement insurrectionnel.

Les alliés européens de la Révolution angolaise ne sauraient que souhaiter ardemment la conclusion rapide d'un Front Unique Anti-impérialiste de toutes les organisations politiques angolaises. Mais leur devoir est de voler avec le plus d'efficacité au secours de la Révolution angolaise commencée. En particulier par la formation de comités, larges, représentatifs, d'aide matérielle et morale à la Révolution angolaise. Ces comités devraient organiser, sur la base du Front Unique anti-impérialiste et anti-colonialiste, de toutes les formations progressistes, politiques et syndicales, l'assistance financière, médicale, technique, militaire de la Révolution angolaise, faire connaître et populariser sa cause et promouvoir le boycott commercial et diplomatique du fascisme portugais.

Il s'agit de rétablir dans la solidarité agissante effective, la soudeure absolument nécessaire entre la révolution européenne et la révolution coloniale.

S.G.

Pour vos achats de  
L I V R E S E T D I S Q U E S  
Librairie Pierre RIEBEN  
19 Escaliers du Marché  
Tel. 23.90.50



René Schnorf

LA RENCONTRE DE ROME POUR LA LIBERTE DU PEUPLE ESPAGNOL

Les 13 et 14 avril s'est tenue à Rome la Rencontre internationale pour la liberté du peuple espagnol, suivie d'une manifestation publique à Gênes le 15 avril. Organisée avec l'appui de personnalités du monde entier, telles que Clement Attlee, Vincent Auriol, Bertrand Russel, Henri Rolin ou Ilya Ehrenburg, elle a réuni des participants venus de toute l'Europe et de nombreux pays d'Outre-mer. Cette rencontre devait marquer le 25ème anniversaire de la guerre civile espagnole et, plus précisément, le 25ème anniversaire de la bataille de Madrid.

Outre la présence de nombreuses personnalités, la rencontre a revêtu une grande importance du fait de l'envoi à Rome de plusieurs messages, propositions et programmes émanant de groupes et d'organisation d'opposition espagnols; de ces messages il faut retenir que tous exprimaient le désir que la Conférence ne se limite pas à une simple condamnation morale du régime franquiste, mais qu'elle témoigne de son activité par des propositions et des actions concrètes.

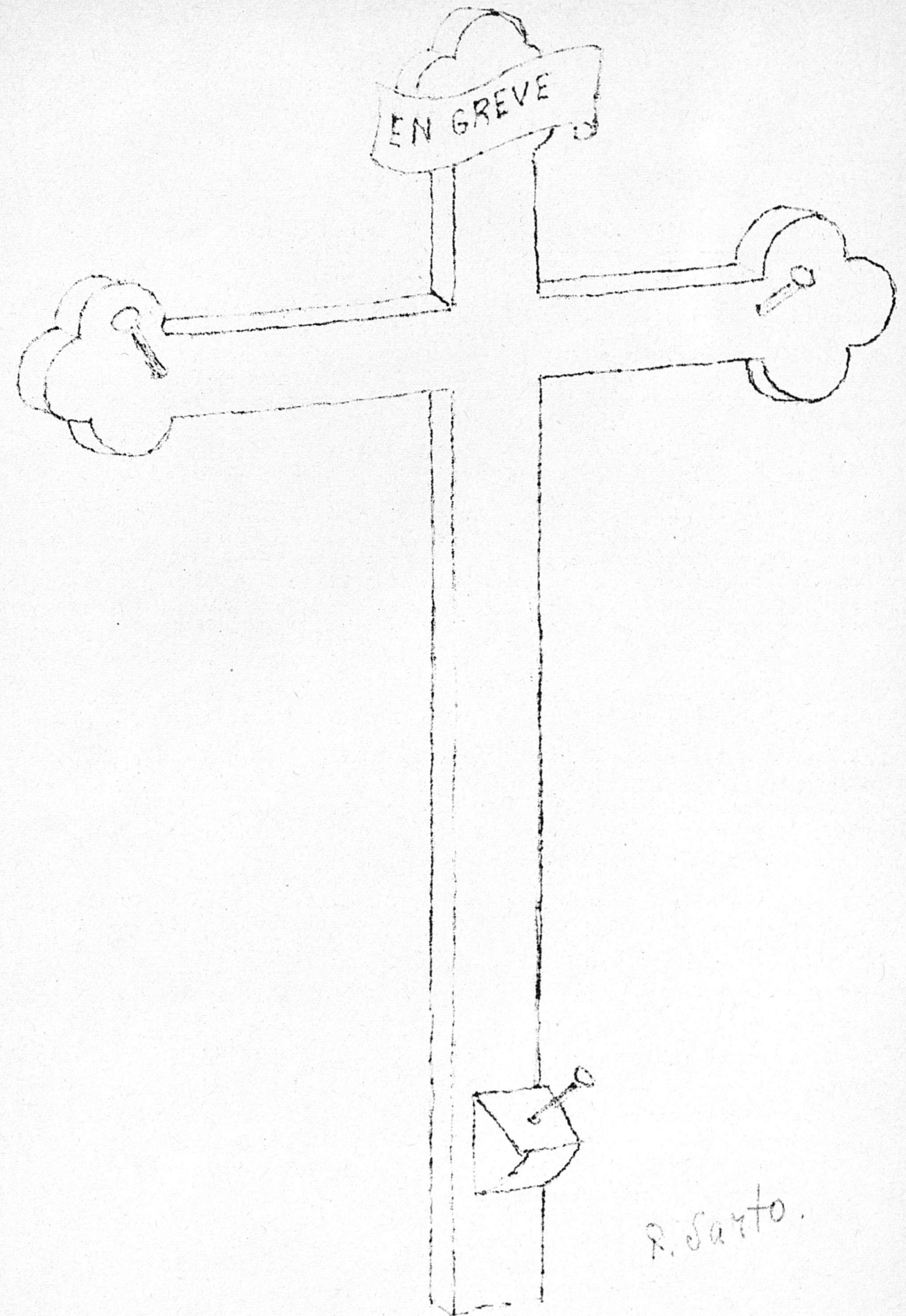
Cette Rencontre avait, on le voit, un caractère nettement politique : le nom qu'elle s'était donnée (Rencontre pour la libération du peuple espagnol) implique une prise de position anti-franquiste. Après la Conférence de Paris du printemps 1961 pour l'amnistie des prisonniers politiques espagnols et la semaine pour l'amnistie au mois de novembre, c'est un pas de plus vers une intervention politique des peuples démocratiques pour la liquidation de la dictature et le rétablissement des libertés fondamentales en Espagne.

Les trois motions finales sont à cet égard significatives : l'une est un appel aux peuples non-fascistes, la seconde un Salut au peuple espagnol; la troisième contient des propositions d'actions ultérieures que le comité organisateur de la Rencontre est chargé de mener à chef. De ces trois motions, quels sont les éléments essentiels ?

Citons en quelques points :

"La Rencontre internationale de Rome pour la liberté du peuple espagnol

- invite l'opinion publique de tous les pays à donner au problème de la liberté en Espagne la place de tout premier plan qu'elle doit avoir dans les préoccupations de tous,
- invite en particulier les partis, les syndicats et toutes les organisations, les intellectuels, les représentants élus à soutenir, chacun dans son domaine, par des initiatives concrètes, le droit du peuple espagnol à la liberté et à montrer une solidarité efficace avec sa lutte,
- leur demande de rompre, avec l'aide de la presse et des réunions publiques, le mur protecteur de silence créé par de puissants intérêts autour du régime franquiste,



R. SARTO.

- leur demande de s'opposer à ce que le gouvernement du général Franco reçoive l'aide matérielle et le soutien moral de gouvernements non-fascistes,
- les invite à soutenir avec tous les moyens matériels et moraux les combattants de l'intérieur et les victimes du combat pour la liberté, sans distinction de tendances ou d'orientation politique,
- exprime sa volonté de poursuivre la lutte, sans aucune discrimination et dans l'intérêt exclusif du peuple espagnol, jusqu'à ce qu'il ait reconquis la faculté de librement s'exprimer."

L'action du Comité consistera surtout à susciter, à favoriser et à coordonner des actions dans les pays non-fascistes entrant dans le cadre de ce programme.

Le contenu de ces motions fait montre d'une réelle volonté chez les congressistes d'agir par tous les moyens afin d'obtenir la liberté pour les Espagnols, Dans quelle mesure cela sera-t-il possible ? Dans quelle mesure, par exemple, des organisations pourront-elles agir sur le gouvernement de leur pays de façon qu'il mette fin au soutien affirmé ou tacite qu'il offre à Franco ?

Cela sera difficile, peut-être impossible; mais ce n'est en aucun cas une raison de s'abstenir d'agir. Tout au contraire, la rencontre de Rome doit être le point de départ d'une multitude d'efforts dans le monde entier : cela seulement pourra amener un changement de situation, et de cette manière, la conférence de Rome aura été utile.

Il est un second aspect positif de cette Rencontre, c'est qu'elle a rassemblé des représentants de toutes les tendances, de la démocratie. En cela aussi, elle doit être un point de départ : le mouvement vers l'unité dans l'anti-franquisme doit s'accroître chez ceux qui luttent et qui ont lutté contre le fascisme dans le monde, Espagnols compris.

Les motions de Rome sont cependant surtout un appel aux démocrates non-espagnols. L'actualité politique, entendant par là les grèves qui se déroulent en Espagne, nous est une excellente occasion de méditer ces problèmes. Mais ne méditons pas trop longtemps, nous autres intellectuels : il est temps d'agir.

Depuis 25 ans nous sommes passifs devant le drame espagnol; allons-nous continuer à occuper la loge des spectateurs et laisser les Espagnols seuls en face de leur "gouvernement" ?

R.S.

P.S. Vendredi 18 mai, la manifestation organisée par la Jeunesse Progressiste et le M.D.E. fut salle comble. La collecte et la souscription qui a suivi ont rapporté 1'00.- francs en faveur des grévistes espagnols.



Des insoumis et déserteurs anti-colonialistes en appellent à l'opinion publique

Dès 1955 - 56, la jeunesse française n'a pu s'opposer à l'envoi du contingent en Algérie. Obligés de choisir des solutions individuelles, certains tentèrent alors, mais difficilement, de mener une action dans l'armée même. D'autres préférèrent l'emprisonnement volontaire. D'autres choisirent l'insoumission ou la désertion, afin de disposer d'une plus grande liberté d'action "pour mener une lutte plus concrète contre cette guerre".

Aujourd'hui que le cessez-le-feu a été conclu entre la France et le GPRA, il semble donc que la révision totale et immédiate de la situation juridique actuelle des insoumis et déserteurs s'impose. Cette révision doit permettre à tous les militants anti-colonialistes, quelles qu'aient été les formes de leur action, de recouvrer leurs droits civiques pour

- " contribuer ouvertement à la lutte pour l'instauration d'une démocratie réelle en France,
- participer, dans la paix, à une vraie coopération avec le peuple algérien, tout en s'efforçant de donner à cette coopération une signification qui va dans le sens de l'internationalisme prolétarien".

A cet effet, il a été créé un Comité de Coordination des Réfractaires Anticolonialistes, comité qui doit s'occuper du sort de quelque 800 jeunes Français, vivant aujourd'hui à l'étranger ou en clandestinité, et qui ont refusé de servir en Algérie.

Les objectifs du Comité de Coordination, qui groupe les insoumis et déserteurs politiques, sont d'obtenir la possibilité de retourner en France sans être inquiétés; ils acceptent naturellement de faire leur service militaire dans les conditions normales, mais ils ne veulent pas d'un retour isolé : en effet, la politique actuelle du régime gaulliste cherche à étouffer leur action (en les incorporant ou en les emprisonnant discrètement). Récemment, trois d'entre eux ont été arrêtés à Paris à leur retour de Lausanne où l'un d'eux avait participé à la conférence de presse annonçant la création de ce Comité de Coordination; ce sont Patrick Hemlinger, Henri Causse et Claude Glaymann.

Les déserteurs et insoumis refusent que se perde le bénéfice politique de leur acte. Ils veulent retourner en France tous ensemble, pour continuer à lutter pour la démocratie.

M.D.E.

Maurice Ehinger

#### UN MALENTENDU

Le samedi 12 mai, le chroniqueur théâtral de la "Feuille d'Avis de Neuchâtel" faisait paraître sa critique de Sainte Jeanne des Abattoirs. Ce journaliste était très emprunté, car, à part quelques critiques de détail, il avait trouvé la pièce excellente, la mise en scène exceptionnelle et l'interprétation plus qu'honnête. Or, pour certains journaux bien-pensants, Bertolt Brecht est un sujet tabou; si l'une de ses oeuvres vient à être jouée en Suisse romande, il y est de bon ton de ne prendre sa plume que pour la démolir.

Le chroniqueur était donc fort emprunté, et la rédaction encore plus : il était difficile de passer sous silence cet événement théâtral. Plus difficile encore d'en faire une mauvaise critique, car, la qualité du spectacle étant si évidente, il eût fallu, pour l'éreinter, être un journaliste de talent. Bref, la rédaction n'avait plus qu'une chose à faire : avertir ses chers lecteurs. Dans un "chapeau" précédant l'article en question, on pouvait lire que bien sûr, la pièce était bonne et la représentation remarquable, bien sûr, cette première en Suisse romande était un événement de taille, mais Sainte Jeanne avait un grave défaut; elle n'était pas actuelle. Le mot était lâché : la valeur intrinsèque de l'oeuvre ne justifiait même pas sa représentation; elle était anachronique.

En Suisse règne la paix sociale et le prolétariat a disparu. L'ouvrier suisse est embourgeoisé et, bien souvent, il va jusqu'à mépriser son collègue italien ou espagnol parce que celui-ci a conservé sa conscience de classe alors que lui se déguise en "col blanc" et se comporte comme un parvenu. Mais, le phénomène de la plus-value a-t-il disparu en même temps que la conscience de classe de l'ouvrier suisse ? La spéculation sous toutes ses formes (pas seulement la spéculation immobilière qui est plus visible), les multiples et diverses "opérations" de bourse, ont-elles aussi disparu ?

Et à supposer même que la Suisse soit un pays de cocagne, n'existe-t-il pas de nombreux pays où l'exploitation de l'homme par l'homme est la règle du jeu économique ? Si nous poussons jusqu'au bout le raisonnement de notre rédacteur neuchâtelois, il faudrait dire aux milliers de grévistes espagnols, ouvriers et étudiants, qui protestent contre l'exploitation du peuple espagnol par Franco et sa clique de militaires et d'ecclésiastiques : arrêtez votre grève, elle n'est pas actuelle !

La vérité est que le Suisse a mis des oeillères afin d'avoir la conscience tranquille et de dormir en paix. De temps en temps, il verse une somme symbolique aux missions, "pour les pays sous-développés" et espère qu'ainsi ces pays ne se laisseront pas gagner par ce qu'il appelle l'agitation sociale, c'est-à-dire les cris de désespoir d'hommes trop longtemps trompés. En versant son obole, le Suisse n'aura peut-être pas la certitude d'empêcher des hommes de mourir d'inanition; mais au moins mourront-ils chrétiens. Sa religion ne l'empêche d'ailleurs



pas d'être tolérant : il ira jusqu'à accepter que des Africains viennent étudier dans son pays, à condition bien entendu qu'ils ne fassent pas de conférences politiques et qu'ils ne s'approchent pas de sa fille en âge de se marier. Il ira même jusqu'à fustiger les actions scandaleuses de l'OAS, puisque Sa presse est devenue favorable à une Algérie indépendante et occidentale, c'est-à-dire soumise au Capital.

Ce brave Suisse qui s'érige en maître à penser des peuples "non civilisés" - et des autres aussi - qui gronde lorsque Fidel Castro, pour nourrir son peuple, nationalise Nestlé à Cuba, le privant ainsi de quelques fractions de centimes par dividende; ce brave Suisse, qui trouve que Sainte Jeanne des Abattoirs n'est pas actuelle, se rend-il compte qu'il n'est qu'une caricature d'être humain ? Son estomac fonctionne à plein rendement, et cela au détriment de sa cervelle, qui s'est ankylosée. Un poncif nous dit que "le Suisse traite sa vache et vit en paix". Mais ce Suisse est-il capable de s'imaginer que l'Indien, par exemple, ne traite pas sa vache - son Eglise le lui interdit - et ne vit pas en paix - les grands financiers l'en empêchent - ?

A vrai dire, il n'est pas étonnant que le Suisse moyen, influencé par certains articles de notre bonne presse, trouve cette pièce inactuelle. Son manque de culture, son absence d'esprit critique, son incapacité de distinguer l'exception de la règle et aussi - il faut le dire - sa médiocrité naturelle, le poussent à prononcer des jugements hâtifs et tendancieux.

En définitive, des deux personnages en cause, Sainte Jeanne des Abattoirs et le spectateur-lecteur de la Feuille d'Avis de Neuchâtel, le plus anachronique n'est peut-être pas celui qu'on pense...

M.E.

A paraître dans le courant du mois de juin  
une brochure spécialement consacrée à  
SAINTÉ JEANNE DES ABATTOIRS

Jeannine Massard

LA PROIE DES FLAMMES de William Styron

Nous attendions qu'un écrivain américain prenne le pouls de sa nation, osculte sa civilisation et nous livre les résultats de cette recherche en un ouvrage qui ne soit ni trop austère, ni trop simpliste. C'est maintenant chose faite avec le roman de William Styron, qui vient d'être traduit en français. Auparavant Nabokov avait essayé de nous révéler la réalité américaine, sous un angle original, mais il ne possédait pas l'étoffe de Styron et s'était vite essouffé à sa tâche.

"La proie des flammes" fut très mal accueillie par les critiques américains, car ce livre foisonne d'observations peu aimables à l'égard de ce Nouveau Monde peuplé de vieillards neurasthéniques, ce "troupeau de porcs vaniteux, repus, en face de leur ange". Quant au porcher, c'est "un général ignare avec sa figure de bébé, un gar qui acquiert de la religion et lit des histoires de cow-boys (...) ils continuent à élire ce marchand de pommes milliardaire qui leur garantit de bonnes routes et de pitoyables écoles".

Néanmoins, "La proie des flammes" réussit pendant quelque temps à être un best-seller aux Etats-Unis, grâce au génie de l'éditeur qui fit grande publicité autour du "langage cru" de son auteur.

Le canevas de "La proie des flammes" est assez simple :

A Sambuco, près de Naples, une jeune paysanne italienne, Francesca, a été violée et horriblement mutilée. Elle en meurt. Un Américain nommé Mason, le sadique présumé, est trouvé mort, non loin de l'endroit du drame. Pour la police italienne, l'affaire est simple : Mason a violé la jeune paysanne et s'est ensuite donné la mort.

Peter Leverett, le narrateur, qui connaissait bien Mason, a une idée tout autre du drame; afin d'éclaircir cette affaire, il rentre en Amérique et rend visite à Cass Kinsolving, la seule personne qui connaît la vérité. De ces entretiens américains surgira la vérité italienne, selon une maïeutique très serrée et habilement conduite.

Leverett découvrira que Mason a violé la paysanne sans la blesser, et qu'il a ensuite été assassiné par son ami Cass. Le crime est resté impuni grâce à l'intervention d'un carabinier d'un fascisme tardif qui permet à Styron de porter quelques coups bas à la Justice en général.

Dans les six-cents pages de ce livre, le crime occupe une place assez modeste. L'auteur se penche surtout sur ce qui a précédé le crime, sur ce qui l'a déterminé.

Styron trace un portrait très soigné de Mason Flogg, ce fils d'un magnat du cinéma, fabulateur, névrosé, érotomane et délicieusement pervers. Il représente l'intellectuel américain tel qu'on l'aime : riche, bourgeois, prétendument "beatnik", un brin sadique et pour cela



aimé des femmes, semeur de désordre, incapable, à l'étranger, de comprendre un tant soit peu la mentalité des autres.

A 20 ans, il avait déjà tout fait : pris une cuite dans une chapelle, au vin de messe, tâté de la drogue, bu du whisky avec des nègres (chose rare chez un riche Américain), lutiné des vedettes de cinéma en retour d'âge, fait l'amour, debout, dans un hamac,

Mais le plus grand succès de sa vie - si l'on tient pour mensonger l'exploit du hamac - c'est d'avoir réussi à réduire Cass Kinsolving à sa merci et à lui faire subir les pires humiliations. Au cours d'une beuverie, notamment, il fait exécuter à un Cass presque hypnotisé un numéro de "cirque" très original. Mais lorsqu'il comprend que l'esclave va lui échapper il décide de violer la femme dont Cass est amoureux ("C'est comme s'il m'avait violé" dira Cass).

L'autre personnage, Cass, est aussi venu s'établir en Europe, à Paris, Rome et enfin Sambuco, en compagnie de sa femme, de ses quatre enfants, de Léopold (son ulcère d'estomac) de sa crise existentielle, d'un solide don de poivrot et de son talent de peintre qui n'arrive pas encore à s'orienter.

Il hait l'Amérique et sa civilisation de stupides femelles se torchant au kleenex asceptisé.

Sa première rencontre avec la Femme se passe dans la mensarde d'une jeune fille, témoin de Jéhovah, qui le sous les yeux de "trois douzaines de christ souffrants" Trahi par l'ejeculatio precox, Cass échouera misérablement

A l'origine, les entretiens qui ont lieu à Charleston entre Peter Leverett et Cass Kinsolving sont donc destinés à éclaircir l'affaire de Sambuco, ce crime sadique suivi du "scuicide" de celui qui l'a commis. Les motivations conscientes et inconscientes de ces actes criminels, une suite presque mathématique d'actes apparemment sans rapport les uns avec les autres, qui s'accumuleront et déclencheront cette explosion émotionnelle, tout cela nous intéresse, il est vrai, mais ne nous passionne pas. C'est en définitive un côté secondaire de ce livre qui, lui, est passionnant. Le vrai miracle accompli par William Styron, c'est de nous dévoiler l'âme d'un homme (Cass), non pas d'une manière schématique et statique comportant la présentation d'une série d'états d'âme successifs, mais en nous fournissant la matière en devenir, dans toute sa complexité. Il nous montre, par exemple, un événement vu par différentes personnes, ou même vu plusieurs fois par une même personne, mais sous des angles différents. Car la vérité a de multiples facettes. Pour Cass, cette vérité n'est pas la même, selon le moment, selon la circonstance qui l'amène à la dévoiler. Styron entre ici de plein fouet dans le problème de la relativité. Pour mieux nous montrer les mystères de la vérité, il n'hésite pas à bousculer l'ordre chronologique des événements et des pensées qui les ont suscités. Il utilisera aussi le don d'ubiquité que possède la pensée afin de nous faire mieux appréhender la réalité objective qui ne connaît ni le temps ni l'espace.

Bref, l'écrivain se fait en quelque sorte historien de l'âme et nous livre sans aucun ordre (puisque la vérité n'en connaît pas) tous les événements nécessaires à la compréhension des actes que Cass a provoqués. Il laisse au lecteur le soin de juger ou, plus simplement, de comprendre Cass Kinsolving en prenant soin de procéder avec honnêteté, car, en jugeant cet homme, c'est nous-mêmes que nous jugeons. Cet homme qui a perdu en Francesca et en Mason une partie de sa raison d'être,

n'a plus que le choix de se tuer, anéantir toute trace de lui, ou de continuer à vivre "non pour l'être lui-même, ni même pour l'amour de l'être, mais bien dans l'espoir d'être pendant quelque temps ce que je pourrais être, et cela seul serait une extase."

Pendant les quinze jours que dureront les entretiens américains, Cass s'accordera un sursis. Ce sursis produit une tension que l'on sent très bien tout au long du livre et qui sera matérialisée par l'histoire de Luciano di Lieto, personnage épisodique que l'on rencontre au début de "La proie des flammes".

En effet, avant la nuit du drame, Peter Leverett, circulant en voiture a renversé ce jeune homme qui a été transporté dans un état désespéré à l'hôpital international du divin rédempteur. Leverett est hanté par cette histoire; or, alors qu'il vient de terminer ses entretiens avec Cass, il apprend avec soulagement que Luciano s'est subitement remis de son accident : "il est sorti de façon surprenante de l'état comateux dans lequel il se trouvait; il a bondi brusquement dans son lit et déclaré d'une voix tonnante qu'il mourait de faim. L'examen a prouvé que la pression qui s'exerçait sur son cerveau avait disparu." Luciano, dont la vie a été mise en danger à Sambuco, dans un accident stupide, est donc sauvé brusquement. Pareille est la situation de Cass : le drame de Sambuco entraînant la mort de Francesca et de Mason a aussi été un accident ayant mis en question toute son existence. Il sera certainement sauvé, lui aussi (une lettre de lui, publiée en annexe, le laisse supposer).

Comme nous venons de le voir brièvement, le côté psychologique de ce roman est très important. Mais à cette analyse profonde des personnages et de leurs mobiles s'ajoute un tableau sociologique brossé avec un art de maître : c'est l'Amérique que l'on voit défiler en toile de fond, une Amérique vivante et réelle que William Styron juge sévèrement parce qu'il l'aime et qu'il la sent, en partie, corrompue. Il ne manque pas de nous faire pénétrer dans le milieu de certains magnats de l'industrie du cinéma mettant à nu leur âme de pleutres vaniteux et bestiaux; il nous montre aussi, avec tout le raffinement et la violence voulue, la mise à sac, par des Blancs, d'une case de paysans Noirs ("un mélange de crasse, de sueur, de graisse rance fondue maintes et maintes fois, et de corps vivant en trop grand nombre dans une même pièce : une pauvreté nue, horrible et perpétuelle.")

L'auteur fait état de la lutte que des Américains lucides mènent contre tout ce qu'il y a de stérile, de vain, de superficiel chez nombre de leurs compatriotes, satisfaits d'avoir "de bonnes routes et de pitoyables écoles". Styron ne doute pas que son pays aura un jour à choisir entre la condamnation au néant et une espèce de croyance qui pourrait être l'Art, "un roc sur lequel tout deviendrait possible".

"La proie des flammes" est bien une des oeuvres les plus importantes de la littérature contemporaine; gageons qu'elle passera le cap des années, car elle illustre de façon remarquable le problème qui se pose à l'Amérique - et aussi à toute notre civilisation occidentale - tout en restant un roman psychologique d'une force extraordinaire.

J.M.

W. Styron : La proie des flammes, N.R.F. Préface de Michel Butor.